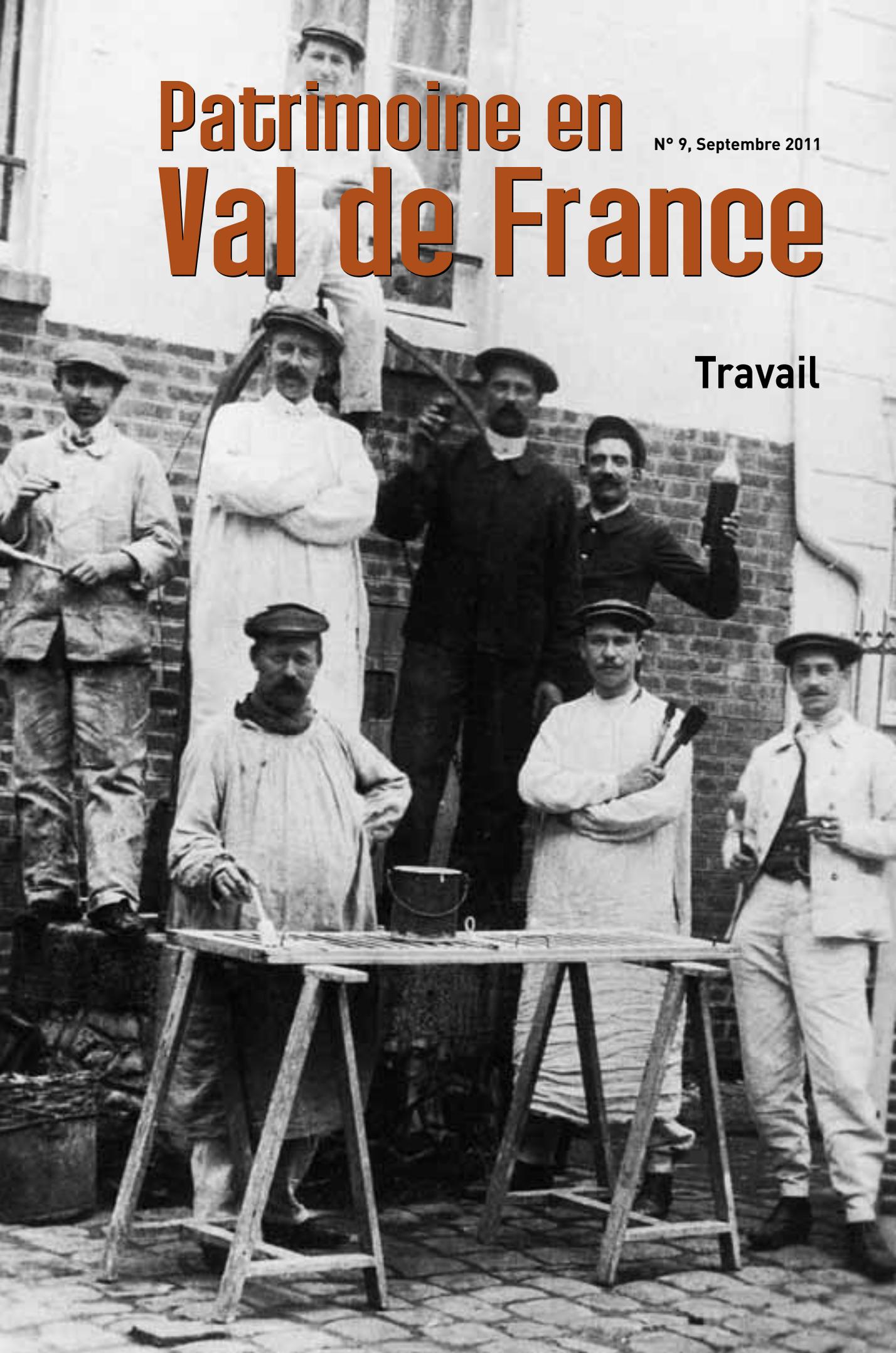


Patrimoine en Val de France

N° 9, Septembre 2011

Travail



Val de France

Villiers-le-Bel

Sarcelles

Arnouville

**Garges-
lès-Gonesse**



Préface

En 1997, afin de dynamiser et d'harmoniser leurs développements économiques, les deux villes de Sarcelles et Villiers-le-Bel se sont dotées d'un outil commun : la communauté de communes Val de France. En 2002, la communauté de communes Val de France s'est transformée en communauté d'agglomération unissant Sarcelles, Villiers-le-Bel, Arnouville et Garges-lès-Gonesse. Cette évolution, voulue par les élus, a permis d'étendre et d'enrichir les compétences communautaires, l'objectif étant de répondre le mieux possible aux besoins des habitants tout en maintenant le développement économique et la création d'emplois comme visées prioritaires.

Aujourd'hui, dans le cadre du « Grand Paris », Val de France et la ville de Gonesse proposent un projet commun de développement et d'aménagement de leurs territoires s'inscrivant résolument dans le paysage métropolitain en devenir et contribuant à son futur rayonnement. Ce projet optimise le potentiel de développement économique du territoire Val de France-Gonesse tout en prenant en compte ses richesses foncières et paysagères, en concrétisant les évolutions nécessaires de ses infrastructures de transport, en intégrant les nécessaires renouvellement et remaillage urbains et en augmentant l'offre d'équipements sportifs, culturels, scolaires, universitaires et de formation professionnelle.

En regard des importantes études conduites par les urbanistes, dont Roland Castro, en vue de l'élaboration du Contrat de Développement Territorial que nous allons passer avec l'État, il nous a semblé opportun de travailler sur l'économie en Val de France, hier et aujourd'hui. Voici donc la genèse de ce numéro 9 de la revue *Patrimoine en Val de France*, dont vous apprécierez, tout comme nous, la qualité du contenu qui, une fois de plus, nous conduit à remercier les historiens locaux et les universitaires pour leur investissement et leur contribution à une meilleure connaissance de notre territoire.

Bonne lecture.

Didier Vaillant

Président de la communauté d'agglomération
Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

S O M M A I R E

1 Préface
Didier Vaillant
Maurice Bonnard

3 Editorial
Catherine Roth

**4 Vignerons,
cultivateurs,
nourrisseurs...**
Maurice Bonnard

8 Travail de terres
Marie-Madeleine Canet

**12 L'économie
de la rivière**
Dominique Renaux

**16 Travailler chez soi
et « à sa guise » ?**
Béatrice Cabedoce

19 Commerces d'antan
Jean-Jacques Vidal

**22 Petite histoire des
zones économiques**
Catherine Roth

**26 Du bénévolat à l'emploi,
associations en
mouvement**
Pierre-Jacques Derainne

29 Ma petite entreprise
Catherine Roth



32 Artisans d'hier
Fiche pédagogique

34 Conditions ouvrières
Fiche pédagogique

36 Non au chômage !
Fiche pédagogique

38 Autres regards

40 Pour en savoir plus

**41 CHANTIERS
DU PATRIMOINE**

**42 Le patrimoine
en détails**

**43 Indépendances
africaines**

**44 De maison
en maisons**

**45 Et coulent
les eaux...**

46 En bref

**48 L'invité :
Et voilà le travail !**

En couverture : L'entreprise de peinture de Monsieur Tonneau à Villiers-le-Bel, 1900.

Directeur de la publication : Didier Vaillant. **Rédactrice en chef :** Catherine Roth. **Rédaction :** Maurice Bonnard, Béatrice Cabedoce, Marie-Madeleine Canet, Pierre-Jacques Derainne, Dominique Renaux, Catherine Roth, Jean-Jacques Vidal.

Maquette, mise en pages, photogravure, préresse : Conseil Graphique-Editions du Valthermeil, CG0062.

Impression : Corlet S.A. **Routage :** GIS.

Crédit photographique et illustrations :

© IGN : 2ème couv. © Val de France : p.45a. © Jacques Windenberger / Ville de Sarcelles : p.42d, p.42e. © Ville de Sarcelles : p.42c. © Ville d'Arnouville : p.46 droite. © Conseil Général du Val d'Oise : p.18 ht. © Inspection générale des carrières : p.9 ht. © Henri Salesse / MEDDTL : p.24e. © MEDDTL : p.41a. © RATP : p.48a, p.48b, p.48e. © PSA Peugeot-Citroën : p.48d. © Letz Illustration : p.18 bas. © Serge Cumin : p.41b, p.43c, p.43d. © Francis Galan / Diagonales : p.41d, p.45b. © Ariel Arias : p.43a. Andras Gal : p.2d, p.26, p.27, p.28. Arrimage/Claire Morère : p.2e, p.30, p.31. Dominique Renaux : p.16 droite. EMAP Garges : p.38, p.39, p.41c, p.44. Archives Départementales du Val d'Oise : p.8 bas [7 M361/2], p.24c [BIB D620]. Archives municipales de Villiers-le-Bel : p.23 bas. Archives municipales de Garges-lès-Gonnesse : p.24a, p.24b, p.25, p.36 bas. Archives municipales de Sarcelles : p.36 ht, p.37 ht, p.45e. Archives municipales de Saint-Denis : p.34 ht [2Fi 9/1], p.37 bas [2Fi 9/79]. Photographe Pierre Douzene]. Collection Musée du Plâtre de Cormeilles-en-Parisis : p.34 bas. Comité du tourisme de Seine-Saint-Denis : p.41e, p.48c. Volte Face : p.43b. La Case : p.46 gauche. © Collectif Fusion : p.43e. © Double Face : p.47 bas. Sarcelles et son histoire : p.42a, p.42b. Coll. Arnouville et son passé / Ville d'Arnouville : p.20a, p.20b, p.21 droite. Coll. Arnouville et son passé : p.2c, p.19. Coll. part. Denis Watel : p.20c. Coll. part. Maurice Bonnard : couv., p.2a, p.3, p.4, p.5, p.6, p.7, p.9 bas, p.11, p.12, p.13, p.14, p.15, p.16 gauche, p.17, p.22, p.23 ht, p.24d, p.29, p.32, p.33, p.35, p.45c, p.45d, p.47 ht. Coll. part. Vieujot : p.10. Coll. part. : p.2b, p.8 ht, p.21 gauche. Tous droits réservés.

Editorial

Ici on rabotait et on mesurait... Là on binait et on semait, à côté on brouettait et on cuisait, ailleurs on rangeait et on servait... Ces savoir-faire étaient acquis en famille ou bien sur le tas, en progressant des tâches les plus simples aux plus complexes. On pouvait alors espérer accéder aux meilleurs salaires, parfois même au rang de patron. On tentait au moins d'échapper au sort des journaliers et des saisonniers, ces intérimaires d'autrefois.



Sur ce territoire proche de la capitale, mais vivant presque en autarcie au début du XIX^e siècle, le travail est diversifié : tanneur, briquetier, tonnelier, berger, brodeuse, aubergiste..., sans oublier les cochers, cuisinières et autre personnel des maisons bourgeoises. Ce répertoire s'est enrichi au fil des décennies, avec la multiplication des échanges avec Paris et la révolution industrielle, puis plus tard, avec la tertiarisation du travail.

Nulle grande entreprise ne s'est implantée ou développée ici. Les petits établissements côtoient les maisons où on travaille à domicile. Après la Seconde guerre, ils sont encore de loin les plus nombreux, y compris dans les nouveaux centres commerciaux et parcs industriels, symboles d'une économie locale en transformation et en essor.

A peine créés, ces emplois entrent dans la tourmente de la crise. Le territoire de Val de France paye un lourd tribut au chômage, mais on continue d'y entreprendre et d'y travailler, dans des milliers de petites entreprises. D'innombrables savoir-faire s'y exercent, talents manuels, compétences éducatives, habiletés intellectuelles, aptitudes créatives... Si leur apprentissage a bien changé, ils restent un des biens les plus précieux.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Vignerons, cultivateurs, nourrisseurs...

L'activité agricole était un des piliers de l'économie à Villiers-le-Bel, comme dans les communes voisines. Loin de se limiter à la culture du blé, elle a su adapter ses productions aux débouchés du pays et à la proximité de la capitale.

À la veille de la Révolution, à Villiers-le-Bel, la vigne occupe les pentes de la colline d'Ecouen jusqu'aux portes des maisons du village, sur une superficie de quelque 80 hectares, alors que dans la plaine en direction de Gonesse, 500 hectares de terres labourables se couvrent de blé, d'avoine, de seigle, d'orge, de luzerne... Les agriculteurs beauvillésois ne sont pas les seuls à cultiver ce territoire agricole fertile ; on vient notamment de Sarcelles y travailler. Ils ne semblent pas spécialisés et interviennent indifféremment sur ces deux espaces, comme l'atteste l'état de la population répertoriant 41 cultivateurs-vignerons et 3 vigneronns – ainsi qu'un épicier-vigneron mais nul cultivateur ! – sur un total d'environ 1 400 habitants.

Polyculture

L'enclavement relatif de la commune, à cause de l'état des chemins - pour aller au marché aux grains de Gonesse, il faut repasser par Saint-Denis - conduit Villiers-le-Bel à pratiquer une polyculture lui permettant de vivre repliée sur elle-même, comme les communes environnantes.

La viticulture conserve toute son importance dans la vie locale dans les années 1830. Lorsque les raisins arrivent à maturité, vers la mi-septembre, les 40 vigneronns du bourg se

réunissent à la mairie pour « prendre la garde des vignes » et s'organiser en six divisions. Quelques jours après, ils décident de la date du début de la récolte : c'est le ban des vendanges. Le grappillage, dévolu aux pauvres, ne peut se faire que huit jours après.

Sous la houlette d'une douzaine de cultivateurs, la culture du blé est toujours en bonne place, occupant la moitié des terres labourables. Nombre de terres sont vouées à la production d'avoine, nécessaire pour nourrir la centaine de chevaux et juments utilisés dans les travaux agricoles. Ces espaces, une fois moissonnés, sont livrés aux bœufs, brebis et moutons, dans des conditions réglementées par « la vaine pâture ». En 1832, les trois troupeaux de Villiers-le-Bel, conduits chacun par un berger, forment un ensemble de 1500 têtes.

Dernières vendanges

Divers facteurs modifient l'activité agricole dans les années 1860 : arrivée du chemin de fer, amélioration des routes, modification des prix de vente, essor du marché parisien, débouchés des pensionnats de la commune de plus en plus peuplés, morcellement des terres en petites pièces... Ainsi, aucun des agriculteurs,

parmi la soixantaine recensée en 1866, n'assure une activité vigneronne suffisamment importante pour être notée.

Lors de la guerre de 1870-1871, Villiers-le-Bel est investie par les militaires prussiens, les saccages sont nombreux et le vignoble n'est certainement pas épargné. C'est donc dans un contexte déjà difficile que commencent les ravages du mildiou et du phylloxéra, apparus en Seine-et-Oise dans les années 1880. De quoi décourager les petits exploitants. Le vignoble, cultivé sur sept hectares en 1880, n'en occupe plus que trois en 1892. Une année où les six propriétaires de vignes ont travaillé pour une production de 2 hectolitres de vin à l'hectare au lieu des 38 hectolitres habituels !

Monsieur Rivière, professeur départemental d'agriculture, apportant ses conseils sous forme de brochures, affiches et conférences, rappelle que « c'est avec la vigne qu'on gagne le plus d'argent en Seine-et-Oise ». Mais ses efforts n'ont pas les résultats escomptés à Villiers-le-Bel. A l'orée du xx^e siècle, la reconstitution d'un vignoble par la replantation en plants américains n'est pas d'actualité. La viticulture n'occupe plus qu'un hectare en 1910 et disparaît après la guerre.



Vendanges, sur une gravure de 1885.

Meilleures méthodes

Les cultivateurs se tournent vers d'autres sources de revenus. Déjà en 1889, *le Journal de Villiers-le-Bel* passe sous silence les vignes et affirme : « La grande culture est inconnue ici ; celle que nous avons sous les yeux est désignée sous le nom de moyenne et petite culture ; c'est la méthode qui convient à un territoire aussi morcelé que le nôtre et le sol naturellement fertile semble tout à fait propre à la culture maraîchère. D'ailleurs le cultivateur se soustrait à la cherté de la main-d'œuvre en prenant ses aides parmi les membres de sa famille ».



Berger de Villiers-le-Bel dans la plaine, années 1900.

Les agriculteurs de la commune créent, parmi les premiers en Seine-et-Oise, en 1896, un syndicat agricole, participant à ce « grand mouvement d'association qui tend à grouper toute la culture française ». Le syndicat de Villiers-le-Bel, qui compte une soixantaine de membres en 1909 et en 1926, doit favoriser l'acquisition de semences et d'engrais à bon marché, l'achat d'instruments aratoires perfectionnés et la diffusion de meilleures méthodes de culture.

Les progrès de la mécanisation restent cependant limités : en 1934 ne sont dénombrés qu'une moissonneuse-batteuse, une batteuse, deux tracteurs et une presse à fourrage. La nécessité de nourrir les chevaux toujours nombreux maintient la culture de l'avoine à un niveau constant de 140 hectares. Ce sont donc encore de nombreux terrains que le troupeau de moutons de monsieur Macaire, dernier berger de Villiers-le-Bel, peut envahir après les récoltes.



Cueillette de haricots verts à Villiers-le-Bel, années 1910.



Vergers de Villiers-le-Bel, dans un secteur surnommé « La petite Normandie », années 1950.

Boom des légumes et des fruits

Au xx^e siècle, la culture maraîchère de plein champ, fort rémunératrice, se développe, au point de couvrir, en 1934, 200 hectares de petits pois, haricots, choux, choux-fleurs, asperges, carottes... Complémentaire, la culture de la pomme de terre, principalement destinée aux féculeries et donc soumise aux aléas industriels, peut s'étendre certaines années sur une centaine d'hectares. La superficie des terres emblavées tend par conséquent à diminuer, n'occupant plus que 165 hectares en 1934, et la culture du blé n'est plus pratiquée que par 8 agriculteurs, sur la trentaine d'exploitants que compte alors la commune.

La culture maraîchère est exigeante : plantation, binage, épandage des gadoues... Elle nécessite donc une main-d'œuvre nombreuse. Toute la famille s'y emploie, aidée par des ouvriers logés et nourris, souvent des Bretons. Pour le binage, de mai à octobre, des saisonniers sont embauchés, surtout des Polonais. Pour la cueillette des haricots verts et des petits pois, on recrute à tout va. Un exploitant de 10 hectares emploie 25 à 50 cueilleurs pendant deux ou trois jours, ce qui crée quelques désordres dans la commune... La récolte des choux fleurs dure de fin juillet jusqu'à l'hiver : la production est échelonnée de sorte à avoir toujours quelque chose à vendre aux Halles de Paris ou sur les marchés environnants.

Ces débouchés de proximité poussent aussi à la production de fruits, qui ne supportent pas de longs voyages. Le développement de la culture fruitière dans la région coïncide avec l'abandon de la viticulture. Si la commune de Groslay en est l'initiatrice, Villiers-le-Bel n'est

pas à la traîne. Les vergers occupent aussi bien certains des espaces où jadis poussait la vigne que des terres en plein champ. Ils fournissent principalement des pommes et poires pour la table, mais aussi pour la fabrication du cidre, qui localement remplace le petit vin de jadis ! Entre les arbres poussent rhubarbes, pivoines et fraisières, en bordure des vergers groseilliers et cassissiers.

Production laitière en essor

La création de nombreux lotissements, réalisés en grande partie sur des terres fouillées par les briquetiers, ne semble pas inquiéter les agriculteurs. L'augmentation de la population, qui a plus que doublé entre 1900 et 1930, ouvre plutôt de nouvelles opportunités pour vendre les produits agricoles. Elle renforce aussi la position des nourrisseurs, comme on appelle les éleveurs de vaches laitières, apparus dans la commune à la fin du xix^e siècle. En 1934, les 124 têtes, nourries à l'étable ou dans les prés de proximité, produisent 900 000 litres de lait, vendus directement à la ferme, dans des boutiques ou livrés à domicile. Cette pratique perdure jusque dans les années 1950,



Ferme de nourrisseur à Villiers-le-Bel, 1943.



Battage dans une ferme de Villiers-le-Bel, 1956.

où l'on dénombre encore 90 vaches laitières, réparties entre cinq fermes dont trois se consacrent uniquement à cette production.

Après la guerre, la mécanisation de l'agriculture se renforce. En 1955, on compte 13 tracteurs, 2 motoculteurs, 5 batteuses et 17 moteurs pour 21 exploitations. Les chevaux disparaissent des cours de fermes. A cette époque, ils ne sont plus qu'une quinzaine, et la culture de l'avoine s'effondre. Cette motorisation coûteuse doit être utilisée au mieux. Hormis quelques exploitants spécialisés en cultures fruitières ou florales, les agriculteurs recherchent un équilibre entre la culture du blé, prépondérante, et la production de pommes de terre, de betteraves et de légumes verts de plein champ, avec un complément en prairies ou en avoine s'ils possèdent vaches, moutons ou chevaux.

Méfais de l'urbanisation

Les années 1950 sont aussi le moment où d'importants projets d'urbanisation voient le jour. Les immeubles du grand ensemble des Carreaux à peine construits, le syndicat agricole de Villiers-le-Bel s'indigne de « la disparition des meilleures terres de la région parisienne » et dénonce la poursuite des opérations foncières et immobilières dans d'autres secteurs de la commune. Ces débats trouvent un écho au Conseil municipal et entraînent la démission de quelques élus. Toutefois, cette protestation atteint vite ses limites, dans la mesure où nombre d'exploitants ne sont pas propriétaires des terres concernées par les futures constructions. Qu'à cela ne tienne, pour rappeler les « méfaits de l'urbanisation », le syndicat agri-

cole signale systématiquement les vols de fruits et légumes et les dégradations dans les champs de blé occasionnés par les « nouveaux arrivants » vivant dans les immeubles.



Cultivateur de Villiers-le-Bel au marché de la gare, 1954.

Le nombre d'agriculteurs ne cesse ensuite de diminuer. Ils sont une douzaine en 1962, neuf en 1979, sept en 1988, six en 2000, trois aujourd'hui. Les derniers exploitants de Villiers-le-Bel cultivent les quelques vergers et parcelles maraîchères subsistant en frange urbaine, ainsi qu'une toute petite partie des 350 hectares d'espaces ruraux situés au nord de la commune. C'est encore les trois quarts du territoire agricole d'il y a deux siècles et la moitié du ban communal ! Ces terres sont aujourd'hui majoritairement exploitées par des agriculteurs extérieurs à la commune et vouées, à l'image de la Plaine de France, à la grande culture céréalière et industrielle.

Maurice Bonnard
Villiers-le-Bel



Travail de terres

Briqueteries, carrière à plâtre, four à chaux... Les anciennes cartes du territoire de Val de France révèlent des toponymes évocateurs. Il y a eu là une activité singulière, née des richesses géologiques. Mémoire de ce travail étroitement lié aux exploitations agricoles.

Affleurant les collines ou plus profondément enfouis, le gypse et les marnes – mélange d’argile et de calcaire utilisé pour fabriquer du ciment et de la chaux – sont extraits par les plâtriers, alors que les glaises – mélange d’argile et de terre – sont exploitées par les tuiliers et briquetiers. Ces ressources ont suscité des productions artisanales, vendues surtout aux maçons et entrepreneurs du pays, avant que des établissements plus importants ne naissent à la fin du XIX^e siècle, plus ouverts sur les débouchés parisiens.

Affaires de famille

Les familles de cultivateurs ou vigneron, propriétaires d’une pièce de terre riche en glaise, pouvaient établir un fils en mettant à sa disposition des terrains à « découvrir ». Ce fut le cas des frères Vaudin de Sarcelles qui, dans le premier tiers du XIX^e siècle, faisaient de la brique non loin de leurs vignes, le long de la grande route de Calais. Puis ces familles revendaient leurs installations pour cultiver à nouveau leurs terres, voire acquérir le statut de rentier. Les parcelles passaient ainsi du cultivateur au briquetier et, une fois le lit de glaise exploité,

redevaient champs. Parfois, des maçons ouvrent un four en plein air qui, mis à feu deux ou trois fois par an, leur procurait à meilleur compte les quantités de briques nécessaires à leurs chantiers.

A la briqueterie, comme à la ferme, la main-d’œuvre et l’organisation suivent longtemps le même modèle : le patron briquetier, comme le fermier, travaille en famille, au milieu de ses employés. Ils ont tous deux recours à des « journaliers » selon la saison et la nature des tâches : récoltes ou sarclages pour l’un ; déblaiements, épierrage de la glaise, brouettages, entassement des briques dans les fours puis démontages après 20 jours de cuisson, chez l’autre. Ces journaliers sont nombreux dans les villages : Arnouville en comptait par exemple 53 en 1866, pour une population de 425 habitants.



Four de la briqueterie Launay à Sarcelles, 1874.

Tontines

Dans les plâtrières, l’activité s’organisait de façon similaire, du moins tant qu’il s’agissait de répondre à la demande locale. A Villiers-le-Bel, à leur tour, les plâtriers Cahais et Charpentier, après avoir vendu une partie de leur carrière de gypse à ciel ouvert, ont vécu de leurs rentes ou

sont redevenus « cultivateurs ». Mais la demande de plâtre s'élargissant, il fallut souvent s'associer pour acheter ou louer un terrain prometteur et y aménager front de taille et terrasses avant de construire le four sous abri où cuiront les « pierres à plâtre » qui, concassées et tamisées, deviendront un produit commercialisable. La « tontine » était la forme d'association en faveur jusqu'à la guerre 1914-18 : lorsque l'un des associés mourait, ses héritiers ne pouvaient prétendre à aucun partage des biens liés à l'activité, la plâtrière passait au dernier associé survivant pour rester productive.

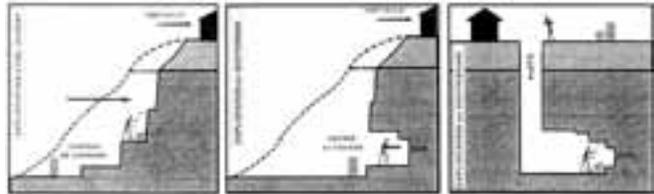
Il n'était pas rare qu'un maçon s'associe à un fils d'agriculteur pour payer les tâcherons chargés d'enlever la terre végétale, mais aussi les couches de sables, marnes et pierres meulières ou calcaires qui alternent avec les strates de gypse.

En galerie et à ciel ouvert

L'exploitation souterraine des couches de gypse par cavage ou puits fut interdite en 1777, à la suite de graves effondrements de galeries, et les extractions devaient être à ciel ouvert. Mais en 1861, à Villiers-le Bel, François Duru obtient l'autorisation de « tirer la pierre à plâtre » à partir d'un puits vertical. Un treuil permet de remonter les blocs débités par les carriers. C'est ce système d'exploitation que pratique Jean Bertolle, issu d'une famille de plâtriers-carriers de Courdimanche. Vers 1870, il ouvre à Villiers-le-Bel une plâtrière qui sera

dirigée par trois générations successives de ses descendants et étirera ses galeries souterraines de part et d'autre de la route nationale.

Peu de temps après, à Garges, là où était exploitée une carrière de pierre à plâtre à la fin du XVIII^e siècle, Joseph Hyppolite Cochet extrait le gypse par cavage et emploie 18 ouvriers. Les morceaux sont entassés sous un bâtiment fermé sur trois côtés, le « four culée ». La cuite durait deux ou trois jours en utilisant comme combustible le charbon de bois, puis le coke après 1880.



Exploitation du gypse à ciel ouvert, par cavage et par puits.

Apprentissages

Le fils du briquetier apprenait le métier en famille dès l'enfance, comme « démouleur » à la presse avec le père, le frère, ou le voisin. « Rouleur » de brouette, son parcours variait, selon les heures et les saisons : du tas de glaise fraîchement extraite à la fosse où elle était piétinée pour l'homogénéiser et pour en séparer les cailloux avant d'être transportée sur la table du « mouleur » ; de la presse vers les hallettes de séchage; ou encore du séchage au four et du four à la charrette de livraison sur les chantiers. Officiellement, il ne



Henri Bastin, briquetier à Villiers-le-Bel et sa famille, devant la presse, vers 1900.

devait pas y avoir d'enfant de moins de 15 ans au travail.

Les femmes assurent certaines tâches – démoulage, ébarbage – mais si le père est malade, elles le remplacent à la presse. A la plâtrière, elles cousent et réparent les sacs de toile jusqu'à la généralisation du sac en papier kraft, dans les années 1950. Au décès du chef de famille, elles continuent souvent l'entreprise, comme la veuve Bethmont à Sarcelles, la veuve Bertolle à Villiers-le-Bel, la veuve Lefèvre à Arnouville.

Modernisation

L'arrivée du chemin de fer en 1859 et 1877 fut une des raisons de l'essor des briqueteries à proximité des gares, à Arnouville, Villiers-le-Bel et Sarcelles. Plus déterminantes encore furent les nombreuses innovations techniques diffusées à cette période. Le premier four Hoffman de la région, installé par les frères Censier à Sarcelles vers 1899, permet une

Protestations

Avec l'accroissement de la production, les fours à briques et à plâtre devinrent des nuisances pour les cultivateurs et arboriculteurs voisins, tant à cause des poussières de concassage que des fumées et des escarilles risquant de causer des incendies. Les cheminées, devenues réglementaires au cours du XIX^e siècle, ne mirent pas fin à leurs récriminations, auxquelles les exploitants répondaient en rappelant « le commerce et le bien être que cette industrie a apporté dans le pays ».

Les maires sont d'abord favorables à l'ouverture des briqueteries. Ils deviennent plus circonspects lorsque pour répondre à la demande croissante, les patrons embauchent des vagabonds ou des étrangers sans domicile, qui dorment souvent sur les fours. Les protestations se multiplient, notamment de la part des cultivateurs : « Ce sont des ouvriers nomades qui ne respectent rien... Nos récoltes sont saccagées... Le personnel de la briqueterie étant ordinaire-



Plâtrière Vieujot de Pierrefitte, vers 1900.

production en semi continu plus régulière grâce à la maîtrise de la température de cuisson. Dès lors le « cuiseur » devient l'homme de confiance : de sa maîtrise du feu dépend la qualité des briques et la réussite de la cuisson.

Les plâtriers, quant à eux, ont équipé les carrières et galeries de wagonnets sur voies ferrées pour remplacer les charretiers et leurs attelages. Ils ont installé des fours à sole, pour cuire le gypse le plus pur et en faire du plâtre à mouler, ce qui a généré de nouveaux métiers : staffeur, ornemaniste, mouleur de carreaux de plâtre... Ils se sont aussi lancés dans la production de chaux.

ment composé d'étrangers inconnus de tout le monde même du patron... Le village n'a ni gendarme ni police pour réprimer l'ivresse de ces ouvriers qui s'approchent du village ».

Il est difficile d'évaluer le nombre d'étrangers qui venaient pour une campagne de terrassement dans les glaisières ou les carrières de gypse, mais nombre d'entre eux ont fait souche en Val de France. Au tournant du XX^e siècle, les saisonniers venaient surtout de Belgique ; 78 d'entre eux habitaient en 1896 dans un immeuble près de la briqueterie de Villiers-le-Bel. Les « manœuvres de passage » employés à la journée étaient tchèques, polonais, voire russes.



Briqueterie Lefèvre d'Arnouville, près de la gare et de la route menant au village, années 1900.

Salaires variables

Les salaires sont calculés à la pièce, à la tâche ou à l'heure. Le carrier était moins bien payé dans une plâtrière à ciel ouvert que dans une carrière souterraine. Le journalier terrassier était payé au mètre cube déblayé alors que l'ouvrier terrassier permanent était payé à l'heure. Le mouleur de briques et son équipe était payé au mille alors que le mouleur de carreaux de plâtre était payé aux cent. La paie était versée à la semaine et variait d'un chantier à l'autre.

La hiérarchie des salaires se fixe après les grèves d'avril-mai 1909. Le millier de carriers et briquetiers de l'arrondissement de Pontoise qui se mobilisèrent alors obtinrent un contrat de travail, ainsi que la suppression des « cantines » et de leurs abus flagrants : le « cantinier » qui faisait souvent office de contremaître imposait aux ouvriers de s'approvisionner sur place et de consommer « la gobette », eau de vie distribuée pour donner « du cœur à l'ouvrage », le tout en déduction de la paie. Ce mouvement d'ampleur permit aussi une légère augmentation des salaires, mais ne mit pas fin à la journée de travail de 11 heures.

Dernières exploitations

Avec la construction de villas puis de nombreux lotissements dans le pays, les résidents se rangèrent aux côtés des agriculteurs pour protester contre l'ouverture de nouvelles exploitations. La vague pavillonnaire enserra peu à peu les briquetiers et plâtriers installés et leur impose des réglementations de plus en plus exigeantes. Surtout, la concurrence du parpaing et des panneaux préfabriqués est fatale.

Henri Bastin ferme sa briqueterie de Villiers-le-Bel dès 1920. L'établissement qu'il a créé avec son frère Aimé à Sarcelles s'arrête en 1962. La briqueterie d'Arnouville, près de la gare, où on a produit depuis 1856 et jusqu'à trois millions de briques par an - de quoi construire 100 pavillons - cesse son activité dans les années 1940. Les frères Censier, établis à Sarcelles depuis 1887, arrêtent l'exploitation en 1950. En 1994, ce fut finalement le tour de la plâtrière Bertolle. Les derniers ouvriers s'appelaient Kemici O. Rahbia S., Mohamed M., Ahmed B. et Brahim Y.

Marie-Madeleine Canet



La plâtrière Bertolle de Villiers-le-Bel, avant sa démolition, 1994.

L'économie de la rivière

Ce n'était qu'un petit cours d'eau. Pourtant il constituait une des principales richesses de Sarcelles, surtout au XIX^e siècle. A la découverte des activités implantées autrefois le long du Petit Rosne, moulins, blanchisseries, tanneries, cressonnières...



Le Petit Rosne prend sa source à Moisselles. Long de 14 kilomètres, il traverse les territoires d'Ézanville, Ecoeu, Sarcelles et se jette dans le Crould à Arnouville. Si le village primitif de Sarcelles s'est installé au flanc d'un coteau ensoleillé autour de son église, divers établissements étaient implantés autour du petit pont qui permettait aux chariots utilisant la route d'Amiens, le passage du ruisseau et de ses berges instables. Auberges, relais de chevaux participaient plus particulièrement de l'économie de la route. A Sarcelles, ils étaient concentrés autour du franchissement du cours d'eau et de l'abreuvoir aménagé près du pont, si nécessaire au rafraîchissement des chevaux.

Aux portes du château !

En plaine, le château médiéval cherchait à mettre ses fossés défensifs en eau. Le site de la « Cours-lès-Sarcelles » en est un exemple. Le château devint lieu de loisir à la Renaissance ; il appréciait son reflet dans les bassins et détournait à son profit la moindre source. C'est le cas à Sarcelles, où les jardins et le parc du

château seigneurial descendaient de l'actuel lycée La Tourelle, jusqu'au ruisseau qu'ils englobaient. La bourgeoisie de différentes périodes multiplia ces châteaux et bonnes maisons et en fit ses résidences d'été : château de Giraudon, manoir de Miraville, etc.

Ce groupe social s'inscrivait dans l'économie locale en tant qu'employeur régulier de jardiniers-gardiens, de blanchisseuses, de cuisinières. Il faisait, par ailleurs, appel aux artisans du bâtiment lorsque l'entretien de ses grandes demeures le réclamait. Il se fit moins nombreux au début du XX^e siècle, installant sa villégiature dans des sites plus prestigieux, tels les bords de mer.

Meunier...tu dors !

Un moulin existait à Sarcelles déjà en l'an 894. Le débit du Petit Rosne étant médiocre et le relief de son cours peu accentué, on construisit des barrages sur le ruisseau afin de créer des étangs et d'obtenir une pression suffisante sur la roue de chacun des moulins, le temps que se vide l'étang. Il existait quatre



Le château de Giraudon, années 1900.



La cour intérieure du moulin de Chauffour, années 1900.



Le lavoir municipal de Sarcelles, qui accueille aussi des blanchisseuses, années 1900.

moulins à Sarcelles au Moyen Age : les moulins de Chauffour, Hugot, Copin et du Haut-du-Roy, répartis le long du ruisseau afin d'utiliser au mieux la faible ressource hydraulique.

Les meuniers capables de mener les complexes engrenages étaient étrangers aux villages. Ils prenaient à bail l'outil qu'ils exploitaient, souvent avec l'aide d'un garde-moulin, et menaient leur activité de place en place. En 1827, les petits moulins sarcellois traitaient chacun 3 hectolitres de blé en 8 à 9 heures, soit environ 210 kilos de grain produisant 150 kilos de farine blanche. Ces équipements étaient surtout les producteurs de la farine nécessaire localement.

Hugot disparut à la fin du xv^e siècle. Seuls les trois autres sites atteignirent la période de la révolution industrielle. Ils arrêtaient leur activité à la fin des années 1860. Le site du Haut-du-Roy retrouva une nouvelle vie économique vers 1900, lorsqu'ouvrit une guinguette accueillant les promeneurs au bord de l'étang de l'ancien moulin.

Et frappe... ! Et frappe... !

La lessive était un effort collectif car elle ne se faisait que deux à quatre fois par an, en fonction de la richesse de chacune des maisonnées et donc de la capacité à accumuler une plus ou moins grande quantité de linge. Des laveuses professionnelles intervenaient dans les maisons bourgeoises, travaillant à la commande. Le linge ayant été arrosé toute la journée de l'eau de lessive bouillante, les lavandières l'emportaient au lavoir municipal dans des paniers d'osier posés sur des brouettes. Au lavoir, à genoux dans leur caisse en bois, penchées sur le plan cimenté affleurant la surface de l'eau, elles savonnaient le linge, le frottaient, le brosaient, le tapaient au battoir. Puis, elles le rinçaient, l'essoraient et le faisaient sécher sur les haies et l'herbe des prés. Celles dont les propriétés bordaient la rivière s'activaient au fond de leur jardin, installées dans un tonneau arrimé à la berge, une grosse pierre pour surface de travail.

7 blanchisseurs et blanchisseuses sont dénombrés à Sarcelles en 1836. Plus tard, dans la seconde moitié du xix^e siècle, l'activité de blanchisserie se mécanisa un tant soit peu (machines élémentaires à laver, rincer, essorer) au sein d'établissements « industriels » qui utilisaient le carbonate de soude, ou « cristaux de soude », que les progrès de la chimie mirent à leur disposition. L'une de ces entreprises vit le jour en 1879 rue Montfleury. Elle traitait le linge de diverses collectivités (chemin de fer, pensions, hôtels).

En 1900, 8 blanchisseries étaient établies sur le Petit Rosne et une soixantaine de Sarcellois y travaillaient. Quatre existaient encore en 1937, dont l'une utilisait un cheval pour actionner le mécanisme qui permettait de remonter l'eau du ruisseau au niveau de la rue de Giraudon (quartier de Chauffour), ainsi que pour collecter le linge jusqu'à Neuilly. Ainsi en plein ^{xx}^e siècle, la ressource du ruisseau était encore sollicitée dans une communauté où l'eau était devenue courante depuis 1884, au moins pour de rares maisons du village et quelques bornes-fontaines implantées dans l'espace public.

Veaux, vaches, moutons...

Des troupeaux de moutons existant à Sarcelles et dans les villages aux alentours, les laines de tonte étaient réunies pour être lavées. Elles étaient entassées dans des paniers immergés dans le ruisseau ou dans un lavoir à laine, et foulées au pied ou au pilon. 4 à 20 ouvriers s'y employaient à Sarcelles. On trouve la mention de cette activité dans le village entre 1809 et 1834 rue Montfleury.

L'activité de tannage est aussi repérable dès le début du ^{xix}^e siècle. Une poignée d'établissements ont développé leur activité le long du ruisseau, dont l'entreprise Chevillot et Sénard (1864 - 1881) qui occupait 36 ouvriers et produisait 17 tonnes de cuir par mois en 1878. La tannerie-corroierie Richter s'installa en 1907 rue Montfleury. Elle disparut avant 1931.



Tanneur, dans le Centre de la France, années 1900.

Ces tanneurs, mégissiers et corroyeurs s'alimentaient auprès des boucheries du pays environnant ou des abattoirs. Selon leur provenance, les peaux étaient lavées à grande eau ou rincées afin d'enlever le sel dans lequel elles avaient été conservées. Elles étaient plongées dans des laits de chaux pour éliminer les poils, puis grattées pour délainer et écharner, enfin trempées dans la rivière pour supprimer toute trace de chaux, avant le tannage proprement dit. Le tanneur traitait les peaux épaisses (vache, cheval) dans des bains mêlés d'écorce de chêne riche en tanin, remplacée à partir de 1859 par des sels de chrome. Le mégissier traitait les peaux fines (mouton, veau) en utilisant l'alun. Le corroyeur intervenait pour égaliser l'épaisseur du cuir par différents moyens mécaniques.

Une manufacture au bord de l'eau

Une usine d'impression sur étoffe fut construite en 1852 rue de Montfleury, près du Petit Rosne. Les toiles blanches ou écrues étaient lessivées et battues avant d'imprégner le ou les mordants qui leur conféraient la ou les couleurs naturelles. Après un étuvage à 30 degrés, on leur faisait subir de multiples bains et rinçages, à froid ou à chaud, avec différents additifs pour éliminer les produits chimiques et fixer les couleurs. Au final, elles étaient attachées à des piquets dans le ruisseau pour être rincées par le courant, avant leur égouttage et un léger amidonnage. En 1857, la manufacture ne fonctionnait plus qu'avec 5 ou 6 ouvriers et faute d'ouvrage, finit par fermer.

Mais ses bâtiments et ses aménagements hydrauliques abritèrent d'autres activités. Ils furent dévolus au tannage pendant quelques années, puis à la blanchisserie de 1879 à 1888. En 1891, une usine de pansements prit la suite. Elle traitait le coton brut pour en faire du coton hydrophile grâce à un procédé mis au point dans la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle. La fabrique à pansements réutilisait probablement les chaudières, étuves, cuves et circulations hydrauliques antérieures. Ce qui est sûr, c'est qu'elle utilisait abondamment l'eau du ruisseau, dans lequel elle puisait 75 m³ par jour en 1900. Jusqu'aux années 1940, elle employait 60 personnes.

Les pieds dans l'eau

Poussant les racines dans l'eau, le cresson existait dans les monastères et était cultivé à des fins médicinales. Après importation d'Allemagne d'une nouvelle façon culturale et son adaptation près de Chantilly, une production intensive se mit en place vers 1815. Arrivé à Paris, le cresson connut un succès immédiat,



La manufacture au bord du Petit Rosne, lorsqu'elle était usine de pansements, années 1900.

non plus comme plante médicinale mais comme aliment. Sa culture se développa. A Sarcelles, la première mention de cressonniers date de 1895. Deux sont répertoriés dans la commune avant 1925, trois jusqu'en 1937.

La cressiculture utilisait de longs fossés larges de 1,50 mètre, remplis d'eau prélevée dans la rivière et dans des puits artésiens. Une légère pente du fond aidait à la circulation régulière de l'eau couvrant en permanence les tiges qui envoyaient leurs bouquets de feuilles rondes au-dessus de l'onde. En s'aidant d'une planche posée en travers du fossé, le cresson était coupé manuellement puis mis en bottes cerclées d'osier réunies en paniers de 200 unités. La récolte de la journée partait de nuit, vers les halles de Paris où elle était vendue au pied de l'église Saint-Eustache.

Epilogue

Les moulins et les tanneries de Sarcelles étaient des équipements de proximité. Ils

disparurent lorsque se mit en place une autre rationalité, celle du traitement industriel de la production agricole. De plus grands équipements, moins nombreux, utilisant d'autres énergies, traitaient de plus grandes quantités, venant de plus loin. L'usine d'impression sur tissus, la fabrique de pansements, les blanchisseries, les cressonniers s'inscrivaient dans l'innovation technique et le dynamisme entrepreneurial qui marquent le XIX^e siècle. Ces établissements subirent la logique de rationalisation des activités qui, avec le développement des réseaux de distribution d'eau, n'avaient plus besoin des ruisseaux.

A la fin de ces activités, la rivière perdit sa dimension économique millénaire, jusqu'à disparaître sous terre, busée, presque oubliée. Avant que ne soient redécouvertes les vertus décoratives et récréatives du ruisseau et de ses plans d'eau.

Dominique Renaux
Collectif Fusion



Cueillette dans une cressonnière du Val-d'Oise, années 1900.

Travailler chez soi et « à sa guise » ?

Le travail à domicile était pratique courante dans les communes de Val de France. Malgré les transformations économiques et sociales du xx^e siècle, il perdure et se réinvente. Aux couturières d'hier succèdent les graphistes d'aujourd'hui.

Au xix^e siècle, des ateliers ruraux et des fabriques dont le siège social est à Paris fournissent du travail à domicile. Ce sont surtout des femmes qui, « à leur guise », confectionnent des boutonnères de vêtements pour la bonneterie de Gonesse, font du cartonage pour l'entreprise Veyssière de Villiers-le-Bel, de la passementerie, de la broderie... Les patrons y trouvent de multiples avantages : salaires moins élevés, main-d'œuvre flexible, absence de législation, frais d'ateliers réduits... En 1870, la bonneterie de Gonesse emploie par exemple 156 personnes à l'intérieur de la fabrique et 201 à domicile, dans la commune ou dans les villages environnants.

Gantières, tricoteuses, giletières, raccommodeuses de dentelles, vanniers, cordonniers travaillent aussi chez eux pour une clientèle locale. Les couturières sont nombreuses : 80 à Villiers-le-Bel en 1851, à domicile ou en petit atelier, pour 1271 habitants et 300 jeunes filles en pensionnats !

En 1912, la Société Française d'Emulation Agricole contre l'Abandon des Campagnes souligne l'intérêt des fabriques qui, implantées en milieu rural, permettent d'occuper les paysans durant l'hiver, chez eux ou en atelier. Mais dès la seconde moitié du xix^e siècle, la concentration industrielle, le développement des transports et l'urbanisation provoquent une séparation croissante du lieu de travail et du domicile. Ne pouvant soutenir la concurrence des grands établissements mécanisés, ateliers et fabriques diminuent.

La « couturière en fer »

La diffusion de la machine à coudre contribue à relancer « l'usine chez soi ». Les grands magasins parisiens, notamment, disposent d'ateliers tout en conservant un volant de couturières à domicile payées à la pièce. En 1901, des Sarcelloises font de la confection pour les Galeries Lafayette et livrent leur production par le train.



Couturières de Villiers-le-Bel, dans leur jardin, vers 1900.



Boîtes en cartons fabriquées à Sarcelles à la fin du xix^e siècle et plieurs en os utilisés pour le façonnage des boîtes.

36% des femmes en France travaillent à domicile en 1906. Les moralistes font l'apologie de ce système jugé idéal pour les mères de famille comme pour les jeunes filles qui échappent ainsi à la promiscuité de l'usine. Mais ils se gardent de dénoncer le chômage saisonnier, les faibles revenus d'une activité considérée comme le complément du salaire masculin, l'absence de protection sociale jusqu'en 1935, ainsi que les conditions de travail parfois plus rudes qu'à la fabrique puisque le logement sert d'atelier au détriment de la vie du foyer.

Un moyen d'intégration

Si durs soient-ils, les métiers de la confection ont permis l'intégration de populations peu qualifiées, tels les Arméniens d'Arnouville à partir des années 1925 : « Les culottiers montaient le pantalon, les apiéceurs la veste, d'autres le gilet. Mon père faisait du pantalon et ma mère les finitions. Moi, le samedi je livrais pour mon père. A la gare on voyait les Arméniens, une « toilette » à la main, cette toile noire qui recouvrait ce qu'ils emmenaient chez le patron parisien. Ils étaient payés à la pièce. Le samedi c'était la fête, mon père ramenait un poulet pour le soir ; ça coûtait le prix payé pour un pantalon ! On vivait dans la pièce consacrée au travail, avec la machine à coudre Singer au centre. A Arnouville, les gens ont acheté leur maison comme ça, en travaillant jour et nuit, parfois tellement pressés, en robe



Couturière et cordonnier, sur une carte postale mettant en scène un couple de travailleurs à domicile, années 1900.



Fabrication de poignées de fer à repasser, sur une carte postale éditée pour dénoncer le travail à domicile, années 1920.

de chambre pour livrer à l'heure dite, l'échine courbée sur la machine ou l'aiguille ! ». Les générations suivantes délaissent progressivement le métier, trop dur et aux revenus trop aléatoires.

Dans les années 1980, de nouveaux arrivants, les Assyro-chaldéens du quartier des Chardonnerettes à Sarcelles, se lanceront dans la confection, certains dans le garage de leur pavillon, avec la même répartition des tâches entre mari et femme. Mais là aussi, les enfants ne reprendront pas l'activité des parents.

Au gré des parcours migratoires, de petits métiers à domicile s'inventent. Dans les années 1930, un pavillon de la rue Beauséjour à Sarcelles sert à la fois d'atelier et d'entrepôt. Aram y fabrique du boulghour, très utilisé dans la cuisine arménienne. Son fils se souvient : « Il faisait sécher du blé, ensuite c'était moulu à la broyeuse puis il le revendait tout prêt. Et de ce fait, on a un peu mieux vécu ! Les voisins profitaient aussi de la machine pour venir moudre leur blé ».

Boîtes ou tétines

Logé dans les interstices de trajectoires professionnelles rythmées par les maternités, moyen d'éviter l'usine, le travail à domicile se maintient. Après guerre, à Villiers-le-Bel, les femmes confectionnent des boîtes de parfum. Dans les années 1960, elles plient des boîtes en carton pour de la lingerie et des chaus-sures : « On allait les chercher et les livrer avec nos brouettes. J'en avais plein la maison, mon mari râlait ! Je faisais ça dans ma salle à manger ; mes filles m'aidaient le soir. On était payées à la boîte, presque rien ! »



Pièces d'assemblage des tétines Tintin, années 1970.

A Garges, en 1968, Marie est salariée à domicile d'une société parisienne pour pouvoir élever ses enfants. « J'ai d'abord fait de l'emballage : des préservatifs qu'on mettait dans des pochettes. Puis j'ai fait de l'assemblage et du conditionnement de tétines, les sucettes Tintin. J'en faisais 1200 par jour ! Les enfants me donnaient un coup de main et mon mari les livrait à Paris. Je commençais le matin très tôt ; après je m'occupais des enfants puis je travaillais non stop jusqu'à 5 heures et je recommençais le soir quand tout le monde était couché. C'était chronométré mais en m'organisant j'avais du temps libre. A l'extérieur j'aurais gagné plus, mais j'ai fait ce choix et je n'ai jamais regretté le monde de l'entreprise ». Lorsqu'elle est licenciée, Marie refuse de faire de la mise sous plis et se forme pour devenir assistante maternelle.

Longtemps associé aux tâches domestiques, le métier de nourrice est presque exclusivement exercé par des femmes. La première crèche familiale de la C.A.F. est créée à Sarcelles au début des années 1960. La formule de garde à domicile par des mères de famille est séduisante mais, en 1963, les 220 « nounous » sarcelloises ne suffisent plus ! La profession n'est vraiment réglementée qu'en 1977.

Nouvelles technologies

Aujourd'hui, à côté des secteurs traditionnels comme la confection où perdure le travail au noir, de nouveaux types d'activités à domicile ont vu le jour. Si le télétravail effectué chez soi,

en tant que salarié d'une entreprise et en utilisant les technologies de l'information et de la communication, progresse lentement, le statut de travailleur indépendant se développe, notamment parce que la sous-traitance constitue une tendance forte du redéploiement des emplois.

« Je suis artiste et graphiste et j'ai toujours été indépendant, explique Didier. J'ai acheté une maison à Sarcelles avec un atelier ; j'ai toute la place ; je n'aurais pas trouvé sur Paris. Avec l'évolution technologique je me déplace moins. Je travaille avec des imprimeurs au Pays de Galles : ils m'appellent et hop, j'envoie mes fichiers. C'est formidable ! ».

Brigitte, graphiste à Sarcelles, reconnaît que, sans les nouvelles technologies, elle n'aurait pas créé son entreprise après un licenciement économique : « J'ai aménagé mon garage en bureau. Il m'arrive de commencer à travailler à 3 heures du matin et d'arrêter à midi. J'ouvre ma fenêtre et je suis dans le jardin ! Je peux m'interrompre et tondre la pelouse. Je ne gagne plus ce que je gagnais avant mais j'ai une qualité de vie ! ».



L'espace de travail aménagé dans un garage par Brigitte, graphiste à Sarcelles, 2011.

Marie, Didier et Brigitte précisent toutefois qu'il faut être autonome, rigoureux et bien organisé pour travailler chez soi, ce que confirmait en 2004 une étude réfutant les mythes d'efficacité et de modernité associés à ce mode de travail.

Béatrice Cabedoce

Atelier de Restitution du Patrimoine
et de l'Ethnologie,
Conseil général du Val d'Oise

Commerces d'antan

Ils n'étaient d'abord qu'une poignée à Arnouville. Puis ils sont devenus plus nombreux, avec le changement des modes de vie et l'essor des lotissements pavillonnaires. Ces boutiques étaient souvent modestes, mais apportaient à leur propriétaire une indépendance très appréciée.



Café-épicerie Barrière, années 1930.

Arnouville n'est qu'un tout petit village dans les années 1830, comptant 275 âmes. Il n'y a alors que trois commerces : un boucher, un épicier et un marchand de vins, comme on appelle celui qui vend du vin à emporter et propose quelques tables pour consommer sur place. Des colporteurs se déplacent dans les campagnes avec leur voiture à cheval ou à pied avec leur « balle », un sac en toile rempli de marchandises, tissus, fils, boutons..., parfois des livres. Pour le reste, les habitants s'approvisionnent directement auprès des agriculteurs et des artisans. Les besoins sont d'ailleurs réduits : les repas sont frugaux, le mobilier des maisons est sommaire, les vêtements sont très simples. Quant aux riches propriétaires installés dans la commune, ils peuvent faire des achats à la capitale et se faire livrer.

Nos trois commerçants sont établis sur la route de Paris, la rue la plus peuplée du village, mais aussi celle qui leur apporte la clientèle de passage. Leurs boutiques sont des locaux exigus, mal éclairés. Aucun souci de présentation, à peine une enseigne, pas de publicité. Les prix ne sont pas affichés, mais énoncés « à

la tête du client », avec souvent du marchandage. Chacun essaie d'établir de grosses marges bénéficiaires pour assurer son gagne-pain, car le chiffre d'affaires est faible. La vente à crédit est de mise.

Nouveaux lieux

Arnouville change, avec la création d'une gare en plein champs, loin du village, en 1859. Deux ans plus tard ouvre le Café-Restaurant de la Gare, fréquenté par les voyageurs, les voituriers et le personnel de la station. En 1901, il y a trois cafés dans ce secteur. Non loin de là, à cette époque, naît un premier lotissement, le Cottage, accueillant de nouveaux habitants, souvent des Parisiens attirés par les terrains proches de la ligne de chemin de fer. Pour subvenir aux besoins de ces banlieusards, s'installent des épicerie, une boulangerie, une charcuterie et des marchands de vin.

Au village, le commerce stagne. Une boulangerie ouvre en 1850. Une mercerie se crée dans les années 1870, mais ferme une dizaine d'an-

nées plus tard. En 1910, Arnouville n'a pas d'autres commerces que ceux vendant des produits alimentaires. En tout – rue de Paris, près de la gare et dans les lotissements – il y a une quinzaine de boutiques, pour 900 habitants. Pourtant, les besoins de la population évoluent.



Le café-tabac Berger, rue de Paris, années 1900.



Une des rues les plus commerçantes, l'actuelle avenue Pierre Sénard, avec au premier plan le cinéma Casino, années 1930.

On recherche des repas plus élaborés, des tenues vestimentaires plus soignées, du mobilier plus sophistiqué, et on se préoccupe plus de son hygiène. Les produits manufacturés, de plus en plus nombreux avec la révolution industrielle, tentent les habitants. Mais les Arnouillois peuvent faire des achats à Saint-Denis ou à Paris, en prenant le train. Les temples de cette nouvelle consommation sont les grands magasins de la capitale, nés au milieu du XIX^e siècle. On y trouve un grand choix d'articles, à prix fixe marqué, avec possibilité de remboursement. Les offres promotionnelles, les étalages aux belles décorations attirent les clients. Un système de livraison sophistiqué est organisé à jour fixe et des catalogues inondent la banlieue. Cette révolution commerciale pousse les petits détaillants à moderniser leurs pratiques.

Nouveaux produits

Pendant l'entre-deux-guerres, avec la création de nouveaux lotissements, Arnouville se métamorphose en gros bourg, comptant 4020 habitants en 1926, puis 6285 en 1936. Le commerce se développe et 120 boutiques environ existent dans la commune avant la Seconde guerre. Elles sont surtout implantées aux alentours de la gare et dans la rue menant de la gare au village.

Les magasins d'alimentation sont plus variés : poissonnerie, boucherie chevaline, pâtisserie... Avec l'arrivée d'Arméniens et d'Italiens dans la commune, des boutiques offrant des produits d'ailleurs ont ouvert. Des marchands de vin ont transformé leur commerce en de beaux cafés, avec salle de réception, billard, bouledrome. Ils vendent parfois de l'épicerie, comme chez Barrière, assidument fréquenté par les enfants à la sortie des classes pour acheter



La boutique du tailleur Léonardi et l'épicerie franco-italienne Zenoni, années 1930.

des roudoudous et force Zan ! Chez Billy, on trouve à la fois de l'épicerie, de la mercerie, un café et... du bois, du charbon. Désormais, il y a des magasins non alimentaires : bimbeloterie, parfumerie, coiffeur, fleuriste, pharmacien, maroquinerie, librairie-papeterie, confection, horloger-bijoutier, vente d'appareils TSF, vente de cycles et motos, cinéma... Les besoins des Arnouillois continuent de changer et la consommation progresse.

Des succursales de grandes épiceries se sont aussi implantées : Les Comptoirs Français, Félix Potin et Familistère. Ce sont de petites boutiques, mais on y vend toutes sortes de produits. Pour fidéliser la clientèle, on distribue des gadgets et des tickets-primés à coller dans des carnets, on organise des opérations à prix réduits... Ces magasins qui utilisent les techniques de vente modernes sont considérés comme l'ennemi des petits commerces traditionnels.



Le propriétaire de la boulangerie Antoine, 1934.

Travail en famille

C'est en famille, en général, qu'est géré le commerce. Mari, femme, et parfois enfants mettent la main à la pâte. Le logement est souvent situé au-dessus de la boutique ; pas de perte de temps ainsi ! On héberge ici ou là un apprenti ou un commis. Parfois, le magasin est tenu par des femmes seules, célibataires, veuves ou divorcées. D'autres le font en complément de l'activité professionnelle de leur mari, ouvrier ou artisan.

Chacun baptise sa boutique à sa guise, optant pour le simple patronyme ou, de plus en plus souvent, pour des enseignes plus accrocheuses : La Boucherie Moderne, Au Petit Quinquin, La Charcuterie des Gourmets, Au Soleil Levant, A la Corbeille d'Argent ... Certains cafés rivalisent de fantaisie : Aux Vins Sans Eau, Poste de Secours Contre la Soif ... N'est-ce pas logique avec plus de 25 bistrotts dans la commune ?

Les journées de travail sont longues, mais on réalise son rêve d'être commerçant. Ce statut en attire plus d'un, pour échapper à un métier moins fatiguant que le travail de la terre ou de l'usine, pour acquérir son indépendance et trouver de la considération. On tente sa chance, mais on ne réussit pas toujours ; parfois on transfère son fonds ailleurs en espérant trouver une meilleure clientèle. Certains commerces cessent leur activité au bout de quelques années, voire quelques mois. Ce phénomène s'accélère avec la grande crise économique. D'autres perdurent pendant vingt ou trente ans. Ce sont souvent les plus actifs dans l'association de commerçants et d'industriels créée en 1931, dont la première action est de protester contre les impôts et de se doter d'un conseiller fiscal.



Epicierie-buvette de Madame Rolland, vers 1928.

Coup dur

La modernisation du petit commerce, déjà sur les rails, se poursuit après la guerre, surtout dans le quartier de la gare. On décore les vitrines, on soigne l'aménagement, on peaufine sa gamme de produits... Des animations sont lancées, tels des semaines commerciales, des concours de vitrines, un salon du confort ménager. Tout cela attire les clients, y compris ceux des communes voisines, Villiers-le-Bel, Gonesse, Garges, où les grands ensembles fleurissent à partir de la fin des années 1950, suscitant l'arrivée de milliers de nouvelles familles. Cette période relativement faste est, hélas, perturbée par la naissance des supermarchés et hypermarchés. Une nouvelle forme de concurrence, contre laquelle les petits commerces d'antan ont bien du mal à lutter...

Jean-Jacques Vidal
Arnouville et son passé

Petite histoire des zones économiques

Les centres commerciaux et les parcs d'activités sont nés en même temps que les grands ensembles, dans les années 1950-1960. Le zonage, découpant la ville en espaces spécialisés, connaît alors son âge d'or. Les prémices de cette doctrine apparaissent il y a deux siècles, avec les premières fumées d'usines.

Longtemps, les activités économiques se sont implantées de façon spontanée, selon les besoins et les possibilités foncières. Fermes, ateliers et commerces voisinent avec les habitations, et les familles vivent au milieu de l'encombrement des troupeaux et des charrettes, de la circulation des voitures de livraisons, des martèlements sonores des outils, des émanations de fumiers et purins.... Ce mélange des genres est le lot des villages et des grandes villes, y compris Paris.

Usines dangereuses

La mixité des espaces est entamée par la « loi des établissements incommodes, insalubres et dangereux » de 1810, visant l'industrie en train de naître. Le développement des usines étant considéré du plus grand intérêt, l'Etat veut le protéger des plaintes abusives du voisinage et réguler les fumées et odeurs, risques d'incendie ou d'explosion... Les activités les plus incommodes sont donc soumises à une autorisation, d'une pérennité relative, parfois assortie de l'obligation de réduire les nuisances ou de s'installer loin des habita-

tions. Ainsi un fabricant de toiles imperméables ouvre en 1860 une usine à Garges, au milieu du village. Trois notables parisiens, propriétaires de maisons de campagne, usent de leur influence pour faire annuler l'autorisation et l'entrepreneur doit déplacer son activité en 1866.

Certains industriels préfèrent alors s'implanter à l'écart des habitations et parfois se regrouper dans un même espace, qu'on appellera plus tard une « zone de fait ». Les raisons qui les motivent à s'installer côte à côte sont diverses. Les briqueteries de Sarcelles, toutes établies à 500 mètres au sud du village, ont par exemple trouvé là ressources géologiques et proximité des voies de communications.

La loi de 1810 s'étoffe au fil des décennies, incluant des activités de plus en plus diverses, élevages, blanchisseries, ateliers utilisant de l'acétylène... et confortant l'idée qu'économie et habitat ne font pas bon ménage. Si Paris se vide peu à peu de ses activités, la mixité des espaces domine encore dans les villages de Val de France au début du xx^e siècle. Elle s'est même accrue avec la création de petites fabriques dans les agglomérations.



Dans le village de Sarcelles, vers 1900. Sur quelques centaines de mètres, un atelier, deux commerces, une ferme et des habitations.

Premiers zonages

Dans les lotissements de l'entre-deux-guerres, une ségrégation s'ébauche. Certains cahiers des charges établis par les lotisseurs interdisent l'implantation d'activités économiques, en dehors des commerces nécessaires à la vie des habitants. Cela n'empêche pas des ateliers de se créer ici ou là, voire des porcheries. Comme au village, les boutiques s'établissent au milieu des habitations. La plupart des résidents des pavillons travaillent toutefois ailleurs, et on se plaint du problème des « cités-dortoirs ».

Pour remédier au désordre de ces quartiers créés sans vision d'ensemble, les communes à fort développement sont invitées à se doter d'un « plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension » : il s'agit de tracer des voies, protéger les monuments, localiser les futures habitations... Sur les plans dressés à Villiers-le-Bel et Sarcelles figure aussi une zone industrielle, destinée aux usines qui désireront s'établir dans la commune, accompagnée d'une interdiction de s'installer dans tout autre endroit. Point de vue des municipalités ou avis des « hommes de l'art », à qui a été confiée l'élaboration des plans ? En tout cas, le zonage, né en Allemagne à la fin du XIX^e siècle, rallie de plus en plus d'experts.

Modernes et rationnels

Après la Seconde guerre, le mélange habitat-économie est vu comme un fléau. Ses inconvénients ont cru avec le temps et l'urbanisme moderne consacre le zonage. Industries et commerces doivent s'installer dans des espaces spécifiques et planifiés de façon rationnelle, pour améliorer à la fois l'habitat et les activités économiques. Les grands ensembles de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel sont conçus selon cette logique. Un peu plus tard, les « plans d'occupation des sols » confirment le compartimentage fonctionnel, interdisant la création de commerces et d'industries en dehors des zones qui leur sont affectées.

La question des espaces industriels est néanmoins brouillée par la proximité des nombreuses usines de la Plaine Saint-Denis. Les aménageurs de la région parisienne souhaitent que les nouveaux immeubles du territoire logent le personnel de ces entreprises. Depuis 1955, la priorité est de « décentraliser » l'économie. Tout est fait pour encourager les activités à s'installer en province et limiter la création de nouveaux établissements en région parisienne. Le desserrement des entreprises de Paris et



Commerces et habitations dans le lotissement des Charmettes à Villiers-le-Bel, vers 1910. Au premier plan, les ouvriers de la briqueterie voisine.



Plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de Villiers-le-Bel de 1928, prévoyant à l'opposé du village une zone industrielle (en rose sur le plan).

de la petite couronne, qui manquent de place ou sont dans des locaux vétustes, est à peine toléré. Un point de vue que ne partagent pas les promoteurs et les municipalités de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel.

Bras de fer

Les projets de zones industrielles sont d'abord modestes : une poignée d'hectares pour attirer des petites industries et fournir quelques emplois féminins. Mais ils sont vite perçus comme un levier de rééquilibrage des nouvelles cités-dortoirs et prennent de l'ampleur dans les années 1960. L'implantation d'entreprises doit augmenter les ressources

fiscales, cruellement manquantes au moment où il faut construire des équipements communaux pour les nouveaux habitants, et limiter les migrations de travail pour une meilleure qualité de vie. Sur 30, 60 ou 70 hectares, en périphérie des villes, on prévoit des terrains viabilisés et découpés en lots. Un cahier des charges définit les règles d'occupation des sols, ainsi que la nature des établissements autorisés à s'installer, l'idée étant d'accueillir des activités « sans nuisance ».

Ces programmes étant refusés ou ajournés par le pouvoir très centralisé de l'époque, un bras de fer s'engage. A Villiers-le-Bel, le projet de zone industrielle, né dès 1957, ne se réalise qu'en 1983, encore a-t-il été réduit à huit hectares ! Les premières entreprises s'installent en 1970 dans la zone d'emplois de la Muette, en 1972 dans le parc industriel de Sarcelles, en 1976 dans la zone d'activités des Doucettes. La commercialisation des terrains est loin d'être aisée, les opérations se concrétisant lors des prémices de la récession, voire au cœur de la crise.

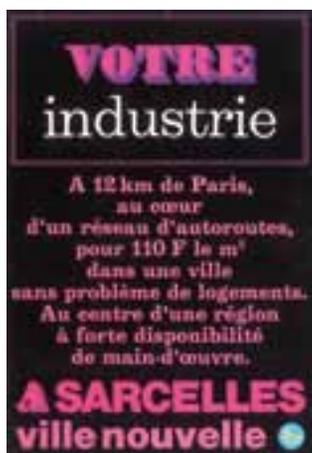


Zone d'emplois de la Muette, à Garges, 1971.

Secondaire et principal

Les centres commerciaux sortent plus vite de terre. Aucune opposition de l'Etat ici, et même, à partir de 1961, obligation légale de doter les grands ensembles d'un équipement commercial. Dans chaque nouveau quartier est programmé un « centre secondaire », regroupant les commerces de proximité en un espace planifié. Le premier créé à Sarcelles-Lochères compte par exemple vingt magasins placés autour d'une cour fermée et réservée aux piétons. Quelques places de parkings sont créées à l'arrière pour les livraisons et les clients. L'activité est séparée des habitations et implantée de manière à ce que la ménagère n'ait pas plus de 300 ou 400 mètres à marcher.

Un « centre commercial principal » est prévu en outre à Garges et à Sarcelles, aussi moderne et rationnel, mais à destination des achats plus exceptionnels. Le promoteur de Sarcelles-Lochères voit grand, imaginant un « petit Paris » avec plusieurs grands magasins et 140 boutiques, où viendront flâner des clients de toute la banlieue nord. Le Centre des Flanades, inauguré en 1972, a d'ailleurs le statut de « centre commercial régional ». Arc-en-Ciel, à Garges, ouvert en 1971, est plus modeste, mais propose boutiques de prêt à porter, drugstore, cinémas...



Panneau et brochures pour la commercialisation des parcs d'activité, 1974, 1973 et 1983.



Centre commercial secondaire de Sarcelles-Lochères, années 1960.



Arc-en-Ciel, le centre commercial principal de Garges, années 1970.

Zone commerciale

Une nouvelle révolution commerciale est déjà en marche, avec la naissance des supermarchés en France en 1954, puis celle des hypermarchés en 1964. La grande distribution cherche en banlieue des terrains bon marché pour créer de vastes surfaces de vente et d'immenses parkings. Croissance de l'automobile, diffusion du réfrigérateur conservant les courses de la semaine, augmentation de l'activité professionnelle des femmes, moins disponibles pour effectuer des achats quotidiens..., tout fait le succès de cette nouvelle formule.

Garges voit ainsi s'implanter en 1969 le premier hypermarché Cora de France - sous enseigne de Carrefour -, ainsi qu'un hypermarché Mammouth et un grand magasin BHV, de part et d'autre de la route de Paris, en périphérie de la commune. Cette zone commerciale d'une quinzaine d'hectares ne manque pas de faire de l'ombre aux centres secondaires et de nuire au démarrage des centres principaux. Lors de l'inauguration, les petits commerçants ont protesté en semant des clous sur le parking, pour crever les pneus des voitures des invités...



Hypermarché dans la zone commerciale du Pont-de-Pierre à Garges, 1978.

Retour à la mixité ?

Depuis les années 1970, de nouveaux projets ont émergé, tous marqués par la crise, avec l'objectif premier de lutter contre le chômage des habitants et la pauvreté des communes. Certains ont été abandonnés, d'autres se sont concrétisés : centre commercial des Portes de la Ville, parc d'activités de l'Argentière, parcs commerciaux du Carré-Saint-Martin et de la Fontaine-aux-Prêtres à Garges. Trois programmes sont aujourd'hui en cours de réalisation : extension de la zone d'activités de Villiers-le-Bel, centre commercial de la Sous-préfecture et parc d'activités de l'Entre-Deux à Sarcelles.

Dans le même temps, les aménageurs se demandent s'ils n'ont pas péché par « excès de zonage ». On s'inquiète de voir dépérir les anciens quartiers mixtes, comme les villages de Val de France, et on cherche à y relancer l'activité économique. On constate que les espaces monofonctionnels répondent certes aux besoins des industries et des commerces, mais qu'ils réduisent l'animation urbaine, limitent les échanges entre groupes sociaux et imposent de pénibles et coûteux déplacements. On améliore leur aménagement pour leur redonner un caractère urbain, on remplace l'appellation de « zone » par celle de « parc », on tente de nouvelles juxtapositions, on prône le retour à la mixité... Un mouvement pour réintégrer l'économie dans la ville, toutefois freiné sur le territoire de Val de France par l'exposition au bruit des aéroports de Roissy et du Bourget, interdisant d'affecter des secteurs entiers à l'habitation.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Du bénévolat à l'emploi, associations en mouvement

Le monde associatif est devenu un vivier pour l'emploi. Même si le bénévolat demeure sa principale force, les salariés y sont de plus en plus nombreux. Décryptage de cette professionnalisation au travers de l'exemple de Garges.

Les associations gargeoises ont longtemps fonctionné avec le seul bénévolat. Les membres actifs s'occupaient de tout et y passaient souvent un temps considérable. A l'Association Animation Dame Blanche (AADB), dans les années 1960, par exemple, les bénévoles administraient, animaient, enseignaient le judo, bâtissaient un local, faisaient fonctionner un café associatif... Mais depuis une trentaine d'années, le recours au salariat est devenu croissant. Aujourd'hui, l'emploi associatif représente environ 90 salariés, tous postes confondus, et concerne une vingtaine d'associations, sur les quelque 250 actives à Garges.

Pour Hanane Zahiri, responsable du centre de ressources des associations, il faut parler d'une autre forme d'engagement : « On ne veut plus s'investir à temps plein dans une association, avoir des contraintes, des responsabilités, mais donner de son temps quand on peut, sans avoir un contrat moral qui nous lie. On papillonne d'association en association, de domaine en domaine ». Face à ce bénévolat plus mobile, le salariat apporte de la stabilité.

Nouvelles technicités

Les activités associatives se sont aussi transformées, sur fond de crise sociale. A côté de l'action culturelle se sont développés l'insertion professionnelle, le soutien psychologique, l'aide aux devoirs, l'alphabétisation... Les publics sont davantage ciblés : chômeurs, adolescents, femmes isolées... Les tâches deviennent « techniques », mobilisant de nouvelles compétences d'ordres juridique, médical ou psychologique.



Samir Alim, entraîneur du club de natation de Garges, 2011.

Mutation du bénévolat

Cette transformation est tout d'abord liée à la mutation de l'engagement bénévole. Crise du bénévolat ? Cette notion ne fait pas l'unanimité : « Ce sont les vieux routards de la vie associative – extrêmement structurée, pyramidale – qui disent qu'il n'y a plus de bénévoles. En fait ils cherchent des bénévoles à leur service, et au service de leur projet. Avec le système de réseau, il y a de plus en plus de gens prêts à faire des choses ».



Hind Ayadi, directrice artistique d'Espoir et Création, lors d'un atelier de customisation de meubles au centre social Dulcie September, 2011.

Le salariat offre une garantie de savoir-faire. « Ça a été un pas important. Pendant quarante ans, l'association avait essentiellement reposé sur du bénévolat et c'est encore très largement le cas », explique Claire de Bénazé, directrice de Charles Péguy-A l'Écoute, au sujet de la création d'un point d'accueil pour les jeunes en 1996, « mais là on s'est dit qu'on allait toucher des choses très difficiles autour du mal être de l'adolescence. Il nous a semblé important de recruter des professionnels, avec ce que ça supposait de garantie, de sérieux ».

Les sections sportives se sont aussi techniciées. De nouvelles exigences sont nées dans la formation des entraîneurs, en échange desquelles se sont créées des contreparties salariales. « A la fin des années 1970, l'examen pour le judo était coriace. Alors le fait de professionnaliser ces activités a créé des nouvelles demandes. Les gens savaient que ce diplôme avait une certaine valeur. Est venu aussi le début du chômage... », se rappelle Jean Jully, de l'AADB. En 1994, la circulaire sur le statut social des sportifs consacre ce renforcement de l'esprit professionnel.

Certaines structures fonctionnent même sans bénévoles. Elles utilisent la plus grande souplesse du statut associatif mais fonctionnent comme des entreprises. L'association dès lors ne se tourne plus vers l'emploi, elle est créée par le besoin d'emploi.

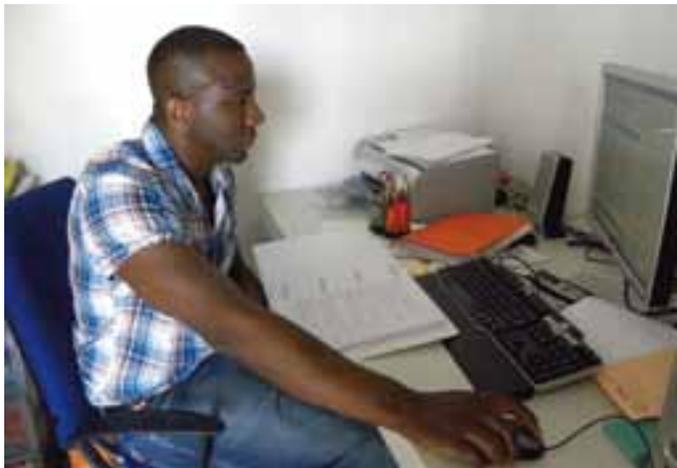
Nouveaux soutiens

L'aide publique a encouragé ce mouvement. Les associations ont reçu davantage le soutien de l'Etat, des collectivités territoriales, des bailleurs, notamment à travers les dispositifs « Politique de la Ville » visant à lutter, sur certaines zones, contre les exclusions. Les « emplois aidés » créés par les gouvernements et les collectivités territoriales depuis les années 1980 pour aider les publics en difficulté d'insertion – TUC, emploi jeune, contrat d'insertion... – ont aussi apporté de nouvelles opportunités. Ils représentent aujourd'hui près de la moitié des postes salariés à Garges.

Une obligation de résultats est cependant de plus en plus exigée. Il faut aussi faire preuve d'adaptation dans la mesure où les financeurs modifient leurs demandes. Ainsi les thématiques prioritaires de la Politique de la Ville évoluent ; le « vivre ensemble » est actuellement relégué, mettant en péril le maintien de plusieurs actions culturelles.

De plus, la pérennité des soutiens n'est pas garantie lorsque les associations répondent à des marchés publics. Cette procédure est de

plus en plus utilisée, notamment dans le domaine de l'insertion professionnelle. Des structures ont ainsi pu embaucher, mais seulement sur du moyen terme.



Wilfried Ragouton, responsable d'En Marche, 2011.

Des postes divers

Certains salariés s'occupent des tâches administratives qui rebutent les bénévoles, d'autres travaillent avec le public, sur des postes qui peuvent demander une compétence pointue, comme celle de psychologue clinicien. Quelques-uns sont affectés à des tâches peu qualifiées, le nettoyage ou le gardiennage par exemple. Une certaine rotation du personnel existe mais elle est limitée. Certains entraîneurs sportifs exercent depuis plus de vingt ans, comme le remarque Monique Balster, présidente du club de natation : « Ceux qui changent, ce sont les étudiants. J'en ai un qui vient de s'engager dans l'armée, un autre avait fini ses études de sport. Mais les anciens, passés 35 ans, ils restent ! Ils sont bien, ils sont tranquilles, ils font le boulot ».

Une majorité d'associations ne disposent que d'un ou deux salariés mais quelques autres sont mieux loties. En 2010, le Club Multisports de Garges salarie dix-sept personnes, le Centre Social des Doucettes une quinzaine. Action Plurielle Formation (APF) a atteint un moment la trentaine de salariés. Ces chiffres ne sont pas négligeables dans une ville où l'offre d'emploi demeure insuffisante et le taux de chômage élevé.

Nombreux écueils

Se lancer dans le salariat n'est pas simple pour une association. Il faut s'initier à la gestion du travail salarié : contrat de travail, fiches de salaires, déclarations à l'URSSAF... Heureuse-



Monia Aridh, Yamina Zerrouki et Marie Dieula Boulin, agents d'accueil du Centre Social des Doucettes, à la laverie du centre, 2011.

ment, le chèque emploi associatif, créé en 1993, simplifie les démarches. Lorsqu'il s'agit d'un emploi aidé, il faut veiller à la formation des salariés. Les demandes de subvention sont astreignantes. « Le temps que ça représente ! Expliquer les évaluations, les problèmes que l'on a rencontrés, faire les tableaux... On n'a pas les moyens de se payer un comptable », déplore Suzanne Renard, présidente d'Oasis. Le plus dur reste de licencier. APF a dû se séparer de 11 salariés en 2008, après la perte d'une prestation pour Pôle Emploi.

Les emplois aidés sont limités dans le temps, jusqu'à 24 mois ou six ans. Les temps partiels sont nombreux. En 2010, le Club Multisports de Garges en compte treize, de quelques heures par jour, contre quatre postes à temps plein. Les emplois aidés ne rémunèrent qu'une partie du poste, entre 20 et 26 heures, sur la base du SMIC généralement, l'association devant chercher le complément par elle-même. Aussi une partie du temps de travail est parfois effectué bénévolement.

Salariés et engagés

Plus généralement, le temps consacré à l'association n'est souvent que partiellement couvert par le salariat. C'est le cas des responsables : « J'ai un statut de salarié et je travaille plus que je ne suis payé. Beaucoup... Donc j'ai aussi une espèce de statut de bénévole, engagé dans l'association si on veut ». Ces valeurs de l'engagement associatif permettent souvent de s'accommoder des conditions de travail difficiles : « Certains sont attachés au milieu associatif. Ils ne touchent pas des salaires mirobolants, c'est la précarité, mais ils préfèrent être dans l'innovation, le challenge. Ils ne changeraient pas de place ! ».



Une partie de l'équipe de Charles Péguy - A l'Ecoute, directrice et psychologues, 2011.

Pierre-Jacques Derainne
Université de Bourgogne

Ma petite entreprise

Elle est une spécificité du territoire, qui en compte plusieurs milliers. Plus que toute autre, elle entremêle parcours économique et histoire personnelle, suscitant des expériences enrichissantes. Portraits de petites entreprises de l'est du Val d'Oise.

Au hasard des rencontres, des entrepreneurs ont accepté d'ouvrir les portes de leur petite société et de raconter leur itinéraire.

Equipée numérique

Un bureau de 22 m², dans un hôtel d'entreprises, suffit à la société MJ, que Maurice Jasmin a fondée en 2004 dans sa ville, tant par commodité que par envie : « J'aime Sarcelles, sa convivialité, sa solidarité ! J'ai voulu rendre à cette ville tout ce qu'elle m'a donné ». Informaticien, il a été salarié de deux grandes sociétés qui le déçoivent en ne lui offrant aucune évolution. Il se

lance à 27 ans dans l'aventure entrepreneuriale, en réunissant ses économies, un emprunt et une aide d'Est Val d'Oise Initiatives. Sa société crée des sites Internet et développe des logiciels.

Les deux premières années sont dures, au point qu'il regrette parfois sa vie de salarié : « J'étais naïf, je pensais que mon bagage technique suffirait ! C'est difficile de se faire des références ». Il rôle plusieurs fois le dépôt de bilan, mais de problèmes en solutions, il progresse et se fait un nom ; il remporte notamment un marché public qui lui permet de rebondir. Il travaille

Une spécificité du territoire

Au début du xx^e siècle, les plus grandes entreprises sont la fabrique d'ampoules d'Arnouville, l'usine de pansements de Sarcelles, la confiserie de Villiers-le-Bel et la teinturerie de soie de Garges, comptant 100, 60, 40 et 30 salariés. Pour le reste, ce ne sont que petits ateliers, petites fabriques, petites boutiques, petites et moyennes fermes... Après la Seconde guerre, quelques établissements ont 150 ou 200 employés et les 700 salariés de l'usine de préfabriqués Samiex d'Arnouville, en 1969, sont un record.



La petite entreprise de serrurerie de Charles Fontaine, à Villiers-le-Bel, vers 1900.

Les zones industrielles créées ensuite accueillent surtout des petites entreprises.

La suprématie du petit établissement se renforce avec « l'auto-emploi ». Des habitants, lassés d'être au chômage ou en emploi précaire, souvent discriminés à cause de leur origine, leur domiciliation ou leur âge, se lancent, devenant notamment auto-entrepreneurs : on en compte plus de 600 en 2009. Doan Dang, responsable du Service d'amorçage aux projets de Val de France, créé en 2005 pour soutenir les initiatives entrepreneuriales dans les quartiers, explique : « Les obstacles sont nombreux : problèmes de mobilité ou de ressources financières, manque de qualification... 10% des 450 personnes que je reçois chaque année réussissent malgré tout à créer leur entreprise. Ils en ont souvent très fiers ! ».

Aujourd'hui, le territoire compte 6 000 établissements, dont 60% n'ont pas de salarié et 35% entre 1 à 9 salariés. Une quinzaine emploient plus de 100 personnes et deux dépassent les 250 salariés, Cora, à Garges, et l'Hôpital Nord Parisien, à Sarcelles. La petite taille s'accompagne d'une grande diversité. Les secteurs les plus développés sont le commerce, les transports et les services.

avec un salarié et quelques contrats d'appoint, alors qu'il rêvait d'embaucher une dizaine de personnes, mais il est fier de son parcours : « J'approche les 50 clients et on a un bon chiffre d'affaires. Je peux percer dans le développement de logiciels. Il faut que je trouve une meilleure assise financière ».

Fruits du patrimoine

Patrick Brussot et Olivier Lelut sont cousins et ont grandi à côté de l'exploitation fruitière qu'ils gèrent à Villiers-le-Bel : « Les Lavandières, c'est une petite entreprise familiale, depuis quatre générations. Elle est née à Groslay et s'est installée à Villiers-le-Bel dans les années 1950 ». La taille des hangars est impressionnante, car 1000 tonnes de pommes et de poires y sont conservées pour être vendues de l'automne au printemps, principalement au marché de Rungis. Une douzaine de salariés travaillent pour la production de 50 hectares de vergers dont les parcelles s'étendent jusqu'à Mareil-en-France.

Après un CAP de tourneur, Patrick s'initie aux secrets de la taille avec son père, tandis qu'Olivier prépare une école de commerce. Leurs parents leur confient en 1988 l'exploitation, qu'ils transforment de multiples façons : extension des vergers et des entrepôts, traitement raisonné des arbres, nouvelle politique commerciale, informatisation... Si les difficultés de la création d'entreprise les ont épargnés, les problèmes n'ont pas manqué : « Cette exploitation, c'est un peu un cadeau empoisonné. On n'arrive pas à vendre à des prix corrects et la pression urbaine est de plus en plus forte. Une sécheresse, une grêle, et c'est fini. On peut être balayé du jour au lendemain ».

A bout de bras

L'entreprise de Jeanne Guimya tient dans deux valises, pour transporter son matériel d'esthéticienne là où on la demande, à domicile, au bureau, à l'hôpital, en maison de retraite... Cette Gargeoise de 52 ans a été victime d'un licenciement abusif alors qu'elle travaillait pour un institut de beauté. Malgré ses compétences, elle ne



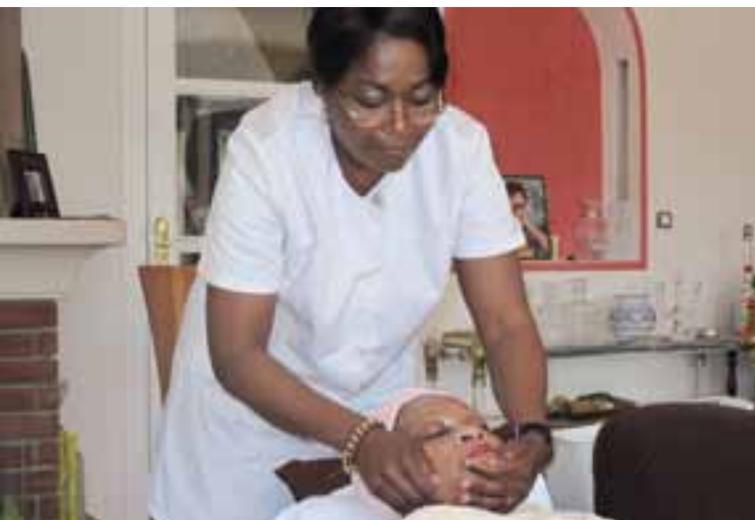
Maurice Jasmin, patron de MJ et son salarié, Nicolas Diril, 2011.



Patrick Brussot et Olivier Lelut, gérants des Lavandières, 2011.

parvient pas retrouver un emploi : « J'étais soi-disant trop vieille. J'en ai pleuré ! A Pôle Emploi, on m'a conseillé de réfléchir au statut d'auto-entrepreneur ». Elle franchit le pas en 2010, persuadée qu'elle n'a pas le choix et rassurée par la possibilité de percevoir des indemnités de chômage si sa « petite affaire ne décolle pas ».

Elle manque de moyens pour acheter les premiers produits et se déplace en transports en commun jusqu'à des distances éloignées. Combative, elle s'accroche : « Je vois que les clientes sont satisfaites. Je propose les mêmes services qu'un institut en prenant le temps de les chouchouter. On bavarde, on boit un café ». La clientèle manquant, elle doit compléter par des missions en intérim et demander le RSA. Pour autant, elle ne baisse pas les bras : « Il



Jeanne Guimya, esthéticienne à domicile, 2011.



Loïc Cheveu, un des trois associés de Sens Gourmand, 2011.

faut que j'arrive à passer mon permis et acheter une voiture, pour perdre moins de temps dans les déplacements. C'est un rêve, mais qui sait, un jour j'ouvrirai un petit institut ».

Bouchées doubles

Loïc Cheveu et Fabien Gomez ont connu Garges en faisant des extras chez un traiteur de la zone industrielle de la Muette. Après vingt ans dans la restauration étoilée, ils créent en 2008 Sens Gourmand : « C'est classique pour les cuisiniers. Vers 35 ans, ils montent leur boîte. Marre des patrons ! ». Ils s'associent avec Olivier Lepetit, expert en événementiel, et installent leur activité de traiteur de luxe dans un petit atelier : « On a démarré la société avec 2 000 euros. Nos employeurs nous ont permis d'utiliser

leurs locaux la nuit, puis on a investi les bénéfices dans l'achat de matériel et la création du labo, en faisant des extras pour se payer. Il valait donc mieux louer à côté du traiteur chez qui on travaillait. Avec un rythme de 15 heures par jour, on ne pouvait pas s'installer près de chez nous, en banlieue sud ».

Ils en ont fini avec la double activité depuis peu, mais doivent encore « tout faire », puisqu'ils n'ont pas de salariés et travaillent avec des extras, tant en cuisine qu'au service. Leur société progresse grâce à leur carnet d'adresses et attire des clients prestigieux : Chanel, Vuitton, GDF-Suez... L'avenir semble prometteur : « C'est bien parti ! Il faut grossir, prendre du personnel, stabiliser l'affaire pour moins bosser. Mais pas trop grandir non plus. On veut garder les rênes ! ». Ils pensent rester à Garges, appréciant la fonctionnalité du site et les avantages de la zone franche urbaine.

Tout pour elle

Autant de petites entreprises, autant d'histoires singulières... qui ont toutefois des points communs. Leurs patrons se lancent avec un capital modeste et leurs revenus ne sont pas mirobolants. Ils ne comptent pas leurs heures et sont polyvalents, jonglant de la facturation à la livraison, du marketing au management, tout en continuant à pratiquer leur métier, autant par nécessité que par goût. Les avis sont partagés sur la fragilité des petites sociétés : « En étant une petite structure, on peut faire des devis attractifs avec lesquels se défendre ». La réussite entrepreneuriale est de toute façon aléatoire, obligeant à ruser avec l'adversité, apprendre de ses erreurs, innover... Ces petits patrons mettent beaucoup de leur personne dans leur société, se passionnant pour elle et s'y identifiant fortement : « C'est mon bébé, ma petite entreprise ! Je fais tout pour elle ! ».

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Artisans d'hier

FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

En 1900, la production industrielle n'avait pas encore envahi le marché et les petits métiers étaient encore nombreux. A Villiers-le-Bel, l'artisanat occupait près d'un quart de la population active. Voici quelques artisans de cette commune.



Dans tous les villages, il y avait un maréchal-ferrant, pour ferrer les chevaux et confectionner les socs des charrues. Jules Dambre était aussi charron en 1910, comme on appelait celui qui fabriquait les charrettes, calèches, brouettes... C'était pratique puisque les roues devaient être cerclées de fer.



Voici un fabricant de baudruches, vers 1930. Il nettoyait et étendait des membranes récupérées dans les intestins de bœufs pour confectionner des pellicules utilisées pour la fabrication de ballons et d'objets divers. C'était un de ces artisans qui travaillaient moins pour la population du village que pour Paris.



Dans l'entreprise de menuiserie de Victor Duplacieux, vers 1900, on fabriquait des meubles, des berceaux, et même des cercueils. De nombreux outils y étaient utilisés : rabots, scies, haches, ciseaux, sans oublier des équerres pour réaliser des pièces qui s'assemblent correctement.

PISTE POUR DES ACTIVITÉS EN CLASSE

- Repérer les métiers disparus et existant toujours
- Enquêter sur une activité disparue
- Dessiner l'enseigne d'un de ces artisans
- Faire un reportage chez un artisan d'aujourd'hui

Paul Martin et sa femme Marthe étaient matelassiers en 1930. Ils confectionnaient des matelas ou les remettaient à neuf. Ils peignaient la laine avec une machine à carder avant de la mettre dans une toile. Ils faisaient les coutures et les capitons du matelas avec des aiguilles.



Ces couturières de l'atelier de Fernande Pinard, vers 1910, cousaient à la main et à la machine. Les femmes étaient moins nombreuses à travailler dans l'artisanat que les hommes. Elles étaient brodeuses, blanchisseuses, gantières, etc. Parfois, elles partageaient l'activité de leur mari, se faisant bouchère, charcutière ou cordonnière.



Les cordonniers de jadis fabriquaient eux-mêmes les chaussures : découpe du cuir, mise en forme, coutures, pose des boutons, teinture... Ils réparaient aussi les souliers, surtout les semelles. C'est ce que Georges François, cordonnier, fait sur cette photographie de 1930.

Conditions ouvrières

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Les premières lois améliorant la condition ouvrière naissent au XIX^e siècle et s'étoffent avec l'industrialisation. Les enquêtes des administrations et les écrits des syndicats racontent les difficultés de la vie ouvrière, dans les usines comme dans d'autres activités.

J'ai pris les renseignements sur les enfants qui sont employés à l'imprimerie sur étoffes existant à Sarcelles, sans recevoir aucune espèce d'instruction ni à l'école publique ni ailleurs. Il résulte des renseignements qu'en effet la fabrique dont il s'agit occupe en ce moment 14 ou 15 enfants de Sarcelles, de 9 à 15 ans, de 6 heures le matin jusqu'à 6 heures du soir, y compris deux heures pour les repas, et qu'ensuite ces enfants retournent chez leurs parents. M. le Maire explique qu'en général les parents ne laissent leur enfants aux écoles que jusqu'à leur première communion et qu'il y a peu d'exception à cet usage.

Courrier du Sous-préfet au Préfet de Seine-et-Oise, 1852.



Enfants au travail à la fabrique d'émaux de verre Guibert-Martin à Saint-Denis, 1879.

Aux environs de Montmagny, Pierrefitte et d'Lagny, de Rosny, d'Livry d'Argenteuil et même de Montreuil, Il existe bien des maisons dites boîtes à bouillon, où plusieurs milliers d'ouvriers vont se faire exploiter, par leur sueur, font le beurre de terribles affameurs.

Dans ces boîtes, voilà ! Il faut que vous dépensiez tout ce que vous gagnez. Ah ! Dans des boîtes, voilà ! Faut vous soumettre à ça, ou on n'vous embauche pas.

Tous ces féroces cambusiers, surtout les plâtriers, n'occupent que de pauvr's miséreux, sans pain, sans git', sans feu, forcés de vivre à la cantine, ils sont dans la débine.

Pour se r'poser, oui, tous les jours, ils vont coucher sur l'four.

C'est affreux, c'est honteux, de voir tant d'nécessiteux.

Que l'on force à boire, à boire et à manger tout ce qu'ils ont gagné. Ah !

Que l'on force à boire, à boire des p'tits pots pour éviter le bureau.

Guerre aux cantines, *chanson imprimée lors de la grève des plâtriers en 1909 dans la banlieue nord.*

Beaucoup d'ouvriers qui ont travaillé dans cette usine se plaignent de n'avoir pu résister en raison de l'atmosphère malsaine. Au démoulage des pièces, les employés sont brûlés aux mains et renvoyés quand ils ne peuvent plus assurer leur service. Le bruit court que dans certains postes le personnel est remplacé aussi souvent que possible de façon à ne pas encourir de risque au sujet des troubles qui pourraient influencer la santé des ouvriers par un séjour prolongé. Le service sanitaire et d'hygiène n'existe qu'à l'état rudimentaire.

Considérant par tous ces faits que cette usine est insalubre, nous donnons un avis très défavorable.

Rapport de l'enquête publique sur l'extension de la SACIC, fabrique de caoutchouc à Arnouville et Gonesse, 1933.



Cantine de la plâtrière Lambert à Cormeilles-en-Parisis, années 1900 ou 1910.

- Enquêter sur le travail des enfants au XIX^e siècle ■ Retracer la chronologie des principales lois sociales ■ Comparer les conditions ouvrières d'hier et d'aujourd'hui ■ Etudier les représentations artistiques de la question ouvrière

Il existe encore en 1937, en particulier dans l'agriculture, de nombreux employeurs qui n'ont jamais fait immatriculer leurs ouvriers aux assurances sociales et n'ont jamais à ce titre versé de cotisations. [...] La plupart des petits exploitants, qui n'emploient en général qu'un ouvrier célibataire ou qui n'occupent des ouvriers et ouvrières que pendant la période restreinte des mois de printemps ou d'été, ne sont ou ne seront jamais dans la majorité des cas signalés à un service de contrôle. Les ouvriers agricoles sont en général impuissants à faire valoir leurs droits, menacés qu'ils sont de la perte de leur emploi ou de leur gagne-pain s'ils se plaignent.

Tract du Syndicat des Travailleurs de la Terre de Seine-et-Oise, 1937.



Manifestation d'ouvriers agricoles à Gonesse, 1919.

M. Gillekens, tout en reconnaissant ne pas avoir accordé au personnel féminin l'augmentation de salaires de 9%, déclare que c'est en plein accord avec les ouvrières qui ont signé une renonciation à cette majoration de salaire, en raison des difficultés commerciales actuelles qui risquent de nécessiter soit la réduction des heures de travail, soit le licenciement total.

Commission départementale de conciliation arbitrant un conflit de travail dans une usine de Villiers-le-Bel, 1^{er} juin 1938.

Journées de travail de 12, voire 16 heures, semaine de travail de sept jours, travaux insalubres, salaires misérables, la vie est dure dans nombre de fabriques au XIX^e siècle. Des enfants de huit ou dix ans y sont employés, jusqu'à la loi de 1874. C'est dans les usines que naît la « question sociale », mais d'autres mondes du travail sont aussi difficiles : celui des plâtriers, des ouvriers agricoles, de certaines entreprises artisanales...

La fin du XIX^e siècle enregistre d'importantes avancées : création d'inspections du travail et de syndicats professionnels, lois sur l'hygiène, la sécurité et les accidents de travail... Les conditions ouvrières continuent de s'améliorer au XX^e siècle, notamment grâce au Front Populaire. L'application des lois sociales est cependant inégale. Elle est plus lente dans les petites entreprises, qui sont les plus nombreuses sur le territoire de Val de France. L'étendue du département de la Seine-et-Oise et son caractère rural ne facilitent pas non plus le contrôle et la mobilisation pour de meilleures conditions ouvrières.

Non au chômage !

FICHE PEDAGOGIQUE LYCEE

Dans les années 1970, le nombre de demandeurs d'emploi augmente et les fermetures d'entreprises se multiplient, à Garges et Sarcelles comme dans tout le pays. Ce sont les débuts du chômage de masse, suscitant inquiétudes et protestations.



File d'attente à l'ANPE de Sarcelles, 1977.

Une enquête a été effectuée à Garges sur la situation du chômage. Au 8 mars, 297 inscriptions étaient comptabilisées. Ce chiffre correspond au nombre de demandeurs d'emploi secourus. [...] Entre 20 à 25 ans et 35 à 39 ans, le nombre de chômeurs est équivalent. Par contre, passé 55 ans, la proportion de chômeurs s'accroît considérablement. Pour les OS et les manœuvres, sur un total de 91 demandeurs d'emploi, 42 sont âgés de plus de 50 ans. Par contre, pour les techniciens, c'est l'inverse, 24 sur 27 ont moins de 40 ans.

Garges Notre Ville, juin 1972.

La société Gergor installée depuis longtemps à Sarcelles vient de licencier son personnel. Certains employés avaient plus de trente années d'ancienneté. [...]. La société Métal air, société de chaudronnerie légère travaillant à Sarcelles en sous-traitance pour Aéropostale et Dassault, employait une vingtaine d'ouvriers qualifiés. Tout a été liquidé en quinze jours et le personnel licencié, alors que jusqu'au dernier moment les bruits de licenciement avaient été démentis.

L'Echo Régional, 20 novembre 1975.

En avril 1974, 337 personnes étaient à la recherche d'un emploi dans notre ville. Le 1^{er} septembre 1975, on en comptait 855, et le 1^{er} octobre 1 100. Soit une augmentation de 220%. Encore il ne s'agit là que des demandeurs d'emploi recensés en mairie de Garges. A ceux-là, il conviendrait d'ajouter les jeunes n'ayant jamais travaillé, les mères de famille voulant reprendre une activité professionnelle, etc. La misère s'installe dans notre ville, oui, la misère, avec les menaces de saisies et d'expulsions. Des centaines de familles ont des retards de loyer. Certaines se voient couper le gaz et l'électricité.

Garges Informations, décembre 1975.

L'Agence Nationale pour l'Emploi prévoit l'implantation d'une nouvelle agence à la Muette, au rez-de-chaussée de l'immeuble Bureaux-Europe. L'unité nouvelle pourra entrer en service au printemps prochain. En attendant cette ouverture, l'établissement des dossiers devra se faire à l'ANPE de Sarcelles, avenue du 8 mai. Le pointage continue à être effectué à l'Hôtel de Ville, mais les chômeurs doivent savoir que s'ils ne se présentent pas au pointage, ils devront se rendre dans les 48 heures à l'ANPE, faute de quoi leur dossier sera annulé, donc à refaire.

Garges Informations, septembre 1978.



Carte de pointage, 1978.

- Enquêter auprès de témoins des années 1970
- Calculer les taux de chômage et étudier leur évolution
- Comparer ces articles à des écrits d'aujourd'hui
- Étudier les premières mesures prises contre le chômage

Mercredi dernier, à l'appel de la section de Sarcelles du PCF, les jeunes chômeurs de Sarcelles, soutenus par les élus communistes, ont occupé symboliquement l'Agence de l'Emploi afin de protester contre la politique du pouvoir en matière d'emploi. En effet, c'est maintenant plus de 1 000 jeunes de moins de 21 ans qui sont à la recherche d'un emploi dans notre ville. [...] Après avoir informé la presse écrite, parlée et télévisée de leur initiative et de leurs revendications, ils quittèrent l'Agence de l'Emploi, résolus à continuer l'action contre le chômage.

La Renaissance du Val d'Oise, 13 au 19 mars 1975.

Occupation d'une usine dans le parc industriel de Sarcelles, 1977.



Sous prétexte de restructuration, le patron de l'entreprise CIATE-PYGMY, installée à Garges depuis près de quatre ans, envisage de déménager à la Courneuve et de licencier ainsi une vingtaine de travailleurs. Mais ces derniers, avec leur syndicat CGT et soutenu par MM. Cukierman, maire, et Canacos, député, ont engagé l'action et disent : « Le chômage ça suffit ! ». De nombreux débrayages, délégations auprès du Préfet, de l'Inspection du travail, du Ministère de l'équipement, ont eu lieu. L'entreprise CIATE-PYGMY peut vivre, rester et même s'agrandir à Garges.

Garges Infos, octobre 1979.

Manifestation d'ouvrières de l'usine Pygmy de Saint-Denis, probablement aussi touchée par des mesures de restructuration.

Chômeurs Actifs ayant un emploi	1975	1982	1990	1999	2007
GARGES	880	2 466	2 984	4 251	3 618
	16 315	15 886	16 769	13 070	13 082
SARCELLES	1 345	2 557	3 499	5 132	5 681
	22 940	22 745	22 211	19 378	20 761

La France connaît une formidable croissance depuis 1945. Le régime d'assurance chômage est créé en 1958, à la place du système d'aide de l'Etat versée par les communes, et l'Agence Nationale Pour l'Emploi naît en 1967. Mais il s'agit alors de réguler les courtes périodes d'inactivité entre deux emplois, pendant des phases de ralentissement économique ou d'adaptation aux mutations technologiques. Le chômage n'est pas une menace, et le problème est surtout le manque de main-d'œuvre.

A la fin des années 1960, apparaissent les prémices de la récession, amplifiée par le choc pétrolier de 1973. La chute de la production et d'amples restructurations provoquent des suppressions massives d'emplois. Les fermetures se succèdent, notamment dans les industries de Seine-Saint-Denis qui emploient nombre d'habitants de Garges et Sarcelles. Les entreprises locales sont aussi touchées. Dans ces conditions, les jeunes peinent à trouver leur premier emploi.

Personne ne conçoit alors que le chômage puisse durer, et encore moins augmenter dans les décennies suivantes. Les taux de chômage de 5,2 % et 5,5%, enregistrés à Garges et Sarcelles en 1975, semblent déjà intolérables. La mobilisation s'organise pour protester contre le chômage et défendre le « droit à l'emploi », surtout dans les communes de la « banlieue rouge ».

Autres Regards

Enseignes de Garges.

Une proposition de l'école
d'arts plastiques de Garges.

Ils se fau-
filèrent
dans la cité...



L'entreprise de prise de vues fut un régal de diversité



pour en savoir plus

Bibliographie

Arnouville et son passé, *Arnouville-lès-Gonesse*, A. Sutton, 2001.

Baduel D., *Briqueteries et tuileries disparues du Val-d'Oise*, Syndicat d'initiative de Saint-Martin-du-Tertre, 2002.

Bastie J., *La croissance de la banlieue parisienne*, PUF, 1964.

Blazy J.-P., « Les moulins de la vallée du Croult du *xvii^e* au début du *xix^e* siècle », Paris et Ile de France Mémoires, tome 45, 1994.

Blazy J.P., Guglielmetti D., *Le Pays de France en 1900*, Valhermeil, 1992.

Bonnard M., *Villiers-le-Bel*, A. Sutton, 2001.

Boutillier S., Uzunidis D., *L'aventure des entrepreneurs*, Studyrama, 2006.

Braudel F., Labrousse E. (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, 5 volumes, PUF, 2002.

Broillet A., Soullignac F., *Intégration industrielle dans le tissu urbain*, Cahiers de l'AURIF, n°52, 1978.

Collectif Fusion, « Au boulot », *Sakamo*, n°8, 2006.

Collectif Fusion, « Histoires d'eau », *Sakamo*, n°5, 2004.

Dewerpe A., *Le monde du travail en France 1800-1950*, Armand Colin, 1998.

Fahy J.-M., *Le chômage en France*, PUF, 2001.

Freyssinet J., *Le chômage*, La Découverte, 2004.

Garcia J., *Garges, ce petit village au bord du Croult*, Mairie de Garges-lès-Gonesse, 2003.

Gaudin J.-P., *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*, Champ Vallon, 1985.

Girault J., *Ouvriers en banlieue*, Editions de l'Atelier, 1998.

Gueniot Y., *Des zones industrielles vers les parcs d'activités*, Berger-Levrault, 1974.

Guibert A., *Les tendances modernes de la concurrence et le commerce de détail*, Les Presses modernes, 1931.

Guilbert M., Isambert-Jamati V., *Le travail à domicile*, CNRS, 1956.

Guillaume A. et al., *Dangereux, insalubres et incommodes : paysages industriels en banlieue parisienne, *xix^e* et *xx^e* siècles*, Champ Vallon, 2004.

Hervier D., Robert L., « *L'usage de l'eau dans une activité de service disparue : la blanchisserie* », Paris et Ile de France Mémoires, tome 45, 1994.

Lexmark, *Etude sur le travail à domicile*, 2004.

Maillat A.-C., *Géographie, histoire de la commune d'Arnouville-lès-Gonesse*, F.Herbin et H.Bouché, 1920.

Marchand O., Thélot C., *Le travail en France (1800-2000)*, Nathan, 1997.

Martin Saint-Léon E., *Le petit commerce français : sa lutte pour la vie*, V. Lecoffre et J. Gabalda, 1911.

Metton A., *Le commerce et la ville en banlieue parisienne : petits commerces, marchés, grandes surfaces et centres commerciaux*, Le Signe, 1980.

Noirielle G., *Les ouvriers dans la société française *xix^e* et *xx^e* siècles*, Seuil, 1986.

Pernelle J., « La mixité, principe fondateur de la ville », *Diagonal*, n°102, 1993.

Perrot M., « Travaux de femmes dans la France du *xix^e* siècle », *Le Mouvement Social*, n°105, 1978.

Phlipponneau M., *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Armand Colin, 1956.

Pierrard P., *Enfants et jeunes ouvriers en France, *xix^e* - *xx^e* siècles*, Editions Ouvrières, 1977.

Quentin E., *Sarcelles*, A. Sutton, 2003.

Quentin E., *Vignerons et paysans entre Sarcelles, Presles et Argenteuil*, A. Sutton, 2006.

Regazzola T., Preteceille E., *Appareil juridique de la planification*, Copedith, 1974.

Roth C., Bonnard M., *Histoire d'eaux en Val de France*, Communauté d'agglomération Val de France, 2010.

Schweitzer S., *Les femmes ont toujours travaillé*, Odile Jacob, 2002.

Soullignac F., *La banlieue parisienne : cent cinquante ans de transformations*, La Documentation Française, 1993.

Villermet J.-M., *Naissance de l'hypermarché*, Armand Colin, 1991.

Pour la classe

Comment lire le patrimoine industriel. Paysages en Seine-Saint-Denis, CRDP de Créteil, 2003.

Des hommes au travail. Analyse d'activités professionnelles, DVD, CNDP, 2004.

« Le Front populaire », *Textes et documents pour la classe*, n°882, 2004.

Le travail des enfants, CRDP de Poitou-Charente, Orcades, 2001.

L'exploitation agricole, CRDP du Languedoc-Roussillon, 2000.

« Les métiers d'art », *Textes et documents pour la classe*, n° 937, 2007.

Webographie

www.museeduplatre.fr Musée du Plâtre de Corneilles-en-Paris

www.atlas-patrimoine93.fr Ressources sur le patrimoine industriel de la Seine-Saint-Denis

<http://metiers.free.fr> Site sur les métiers d'autrefois

www.histoire-image.org Accès à des documents iconographiques sur l'histoire des activités économiques

www.charpentiers.culture.fr Exposition virtuelle sur les charpentiers d'hier et d'aujourd'hui

www.ethnologie.culture.fr/verre Exposition virtuelle sur la fabrication du verre

www.culture.fr/fr/sections/collections/accueil Accès à des ressources sur le patrimoine industriel

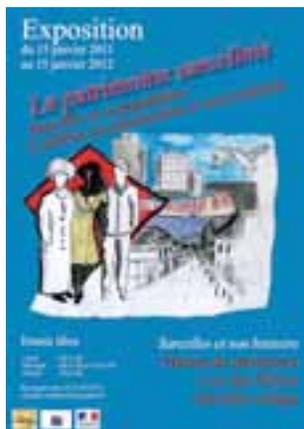
<http://biosoc.univ-paris1.fr> Ressources sur le mouvement ouvrier français

www.ceevo95.fr Site du Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise, avec un atlas et des données chiffrées sur l'économie locale.

chantiers du PATRIMOINE



Le patrimoine en détails



Sarcelles et son Histoire présente chaque année une nouvelle exposition à la Maison du Patrimoine. L'association gâte son public en 2011 en lui en proposant deux, l'une sur les vagues de migration qui ont nourri la population, l'autre sur le grand ensemble, son architecture, sa vie culturelle et sociale et, bien sûr, ses habitants.

Le grand ensemble de Sarcelles-Lochères a obtenu en 2010 le label « Patrimoine du XX^e siècle », décerné par le ministère de la Culture pour mettre en valeur les éléments les plus remarquables du patrimoine contemporain français. Sarcelles et son Histoire a voulu accompagner cet honneur fait au patrimoine sarcellois, en poursuivant ses actions de valorisation initiées lors du 50^{ème} anniversaire du grand ensemble.



Les Flanades.



La rénovation du quartier des Sablons, réhabilité en 2007.



Photographies de Jacques Windenberger.

L'exposition présentée à la Maison du Patrimoine raconte les diverses étapes de la création de Lochères, né dans le contexte d'une grave crise du logement. Elle montre la grande variété architecturale et urbanistique de ce grand ensemble, dont la construction s'est échelonnée de 1954 à 1974 et qui résume à lui seul l'évolution de la conception de cette nouvelle forme d'habitat, au fil des controverses qui ont émaillé sa naissance en France.

« Bâti pour accueillir les ouvriers et les fonctionnaires de la capitale, les immeubles des premiers quartiers comportent par souci d'économie peu d'étages, donc pas d'ascenseur. Ce n'est que dans les années 1960, au moment de l'arrivée de la population rapatriée d'Afrique du Nord, que l'architecture change : des immeubles plus hauts, des appartements plus grands pour accueillir des familles plus nombreuses et la possibilité d'accéder à la propriété », explique Nadège Lembakoali, chargée de mission à la valorisation du patrimoine sarcellois.

Cette aventure urbanistique et humaine est racontée en trois panneaux afin que l'exposition puisse être

accueillie dans d'autres lieux. Le parvis de la sous-préfecture pourrait être idéal. « Un bon moyen pour intéresser les nombreux Valdoisiers qui fréquentent ce lieu », souligne Gérard Morin, président de Sarcelles et son Histoire. En complément de cette rétrospective, les visiteurs peuvent découvrir à la Maison du Patrimoine la maquette du grand ensemble, l'histoire de ses transports et voies de communication, l'histoire de ses statues, ainsi que quelques-uns des plus beaux clichés de Jacques Windenberger, grand témoin de la construction de Lochères, qui photographia ses premiers habitants, dès 1959.

L'histoire de la population de Sarcelles, seconde exposition présentée jusque janvier 2012 à la Maison du Patrimoine, emmène les visiteurs aux quatre coins du monde et raconte les migrations qui ont nourri la constitution d'une population multiculturelle. Dans les années 1930, la commune comptait déjà 10% d'habitants venus d'ailleurs : Arméniens, Italiens, Polonais, Belges... Après la guerre, l'histoire s'accéléra : rapatriements des anciennes colonies, installation d'immigrés venus travailler sur les chantiers et dans les usines, arrivée de réfugiés du Chili et du Sud-est asiatique... Une histoire sarcelloise, mais aussi un condensé de l'histoire des mouvements de population en France.

Saviez-vous qu'en 1931, 54 Polonais vivaient à Sarcelles, travaillant essentiellement comme ouvriers agricoles ? Saviez-vous qu'en 1963 fut mis en place un organisme du nom de BUMIDOM pour favoriser la migration des Antillais vers la métropole ? Non ? Alors courez à la Maison du Patrimoine et révisez vos connaissances sur la ville Babel !

Sophie Jobez

Expositions jusqu'au 12 janvier 2012
Maison du Patrimoine, 1 rue des Piliers
01 34 19 59 28 sarcelles.sonhistoire@wanadoo.fr
Entrée libre. Lundi et samedi de 10h à 12h, mercredi de 10h à 12h et de 14h à 17h.

Indépendances africaines

La commémoration du cinquantenaire de l'indépendance des états africains a offert l'occasion d'interroger la mémoire de ce continent en même temps que son avenir. Elle se poursuit en 2011 avec des rencontres, débats et projections de films...

L'année 1960 compte dans l'histoire du continent africain. 17 pays, parmi lesquels 14 anciennes colonies françaises, accédèrent alors à l'indépendance : Cameroun, Togo, Madagascar, République démocratique du Congo, Somalie, Bénin, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Tchad, République centrafricaine, Congo, Gabon, Sénégal, Mali, Nigéria et Mauritanie. Un tel événement valait bien de prolonger son anniversaire, surtout dans les communes de Val de France, où de nombreux habitants sont issus d'Afrique.

A Sarcelles, l'année 2011 est dédiée à ces indépendances. « Nous avons invité toutes les associations africaines de la ville, plus d'une trentaine, à définir un programme de festivités et de rencontres », explique Nouria Rebotti, chargée de la coopération décentralisée de la Ville. Cette initiative a été lancée en février dernier par une manifestation festive ainsi qu'un cycle de débats, revenant sur ce bouleversement historique et ses conséquences dans les économies africaines et abordant le thème des nouveaux partenariats entre l'Afrique et la France.

Toujours à Sarcelles, dans le cadre de la journée de la femme, l'association Volte Face tenait en mars son second forum. « Avec une plateforme d'intellectuels, nous luttons pour une nouvelle Afrique et posons ses enjeux. Notre objectif est de mobiliser la jeunesse de la diaspora sur l'avenir de l'Afrique », explique Danielle Babin, sa présidente. En présence notamment de Marie-Reine Hassen, candidate à l'élection présidentielle centrafricaine, les conférences ont posé les problématiques actuelles de l'Afrique : la place de la femme dans le processus démocratique, la question des enjeux économiques...

A Villiers-le-Bel, les associations Passerelles et Femmes Africaines ont aussi voulu lier la mémoire des indépendances à un débat sur l'avenir du continent africain. L'académicien Erik Orsenna, invité à y participer, en a livré une vision optimiste, fondée notamment sur le constat de la naissance d'une classe de jeunes entrepreneurs. « L'Afrique connaît un taux de croissance annuel de 5%, contre 1% en Europe », a-t-il rappelé.

C'est à la jeunesse que le collectif Fusion a surtout voulu s'adresser, avec son projet *Il y a 50 ans, les indépendances !... Si nous en parlions avec les jeunes nés ici ? C'est aussi leur histoire*. Cette association très active auprès des adolescents a convié trois classes des collèges Saint-Exupéry et Martin Luther King de Villiers-le-Bel à assister à la projection d'une rareté cinématographique : un film tourné à Bangui lors du premier anniversaire de l'indépendance centrafricaine, par Serge Cumin, un réalisateur beauvillésois. « Nous avons choisi de traiter l'indépendance sous l'angle des festivités, non sans attirer l'attention des collégiens sur les angles morts de leurs manuels d'histoire, notamment lors du débat qui a suivi la projection », explique Dominique Renaux.

Cette journée, organisée avec le cinéma Jacques Prévert de Gonesse et l'Union française du film pour l'enfance et le jeunesse, s'est terminée par la projection pour le grand public d'*Amateurs d'indépendances*, un documentaire réalisé à partir d'archives de cinéastes amateurs qui ont filmé ces moments historiques. Dans le hall et le foyer du cinéma étaient exposées des photographies que Serge Cumin, aujourd'hui disparu, a prises entre 1961 et 1965 dans plusieurs pays africains. Elles sont reproduites dans le numéro 16 de *Sakamo*, la revue publiée par le collectif, sous le titre « Indépendances ».

Sophie Jobez

Revue *Sakamo*, 2 euros le numéro.
Renseignements : 01 39 87 31 53
www.fusion.asso.fr



Erik Orsenna lors d'un débat sur l'avenir du continent africain à Villiers-le-Bel.



Danielle Babin, présidente de l'association Volte Face.



Photographies de Serge Cumin, années 1960.



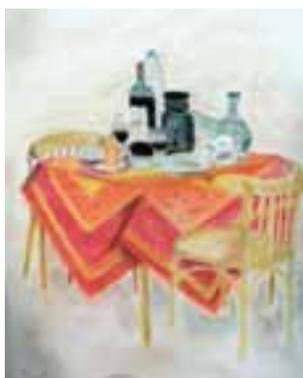
De maison en maisons



Dans cette maison là, on n'habite pas, mais on pratique le dessin, la peinture, la sculpture, la gravure, la photographie, la vidéo... C'est la Maison des Arts, comme s'appelle à Garges le bâtiment abritant l'école d'arts plastiques et le conservatoire. En 2010-2011, on y a invité d'autres maisons.



C'est devenu une tradition. Chaque année, l'école d'arts plastiques de Garges propose un thème de travail commun et la création d'une exposition collective, à l'espace Lino Ventura, afin de tisser des liens entre les quelque trois cents élèves – enfants et adultes – qui participent à la vingtaine d'ateliers de l'école, ainsi qu'à des stages pendant les vacances. « Ce travail et cette exposition sont aussi pour nous l'occasion d'inviter différentes structures de la ville, écoles, collèges, centres de loisirs, crèches... à se joindre à cette expérience en participant aux ateliers que nous organisons dans l'exposition, ou aux visites thématiques que nous effectuons », précise Claire Morère, directrice de l'école. Ce parcours artistique est donc bien plus qu'une simple présentation de travaux de fin d'année. C'est aussi un parcours pédagogique.



Le thème retenu en 2010-2011 a été celui de la maison, un objet architectural mais aussi un espace social, symbolique, technique, culturel... Les créations présentées à Lino Ventura en mars dernier ont mis en lumière ces multiples dimensions, du contenu intime, familial, émotionnel de la maison, à la richesse des variantes de l'habitat du monde entier, en passant par les fonctionnalités quotidiennes... Elles ont été d'autant plus riches que leurs auteurs, habitants de Garges ou des communes voisines, sont issus de multiples cultures.



Ainsi, Carole Ponthieu, professeur d'arts plastiques et de gravure, a proposé à ses élèves des ateliers du mercredi d'explorer la variété des matériaux de construction des maisons du monde, la signification et les usages des

pièces selon les cultures... et même la diversité des senteurs domestiques, notamment des épices utilisées dans les cuisines. « J'ai demandé aux enfants d'apporter des photos de famille des maisons de leurs pays d'origine, ce qui m'a permis de dialoguer avec leurs parents, et d'aborder aussi bien les constructions togolaises, camerounaises, indiennes et antillaises que celles du Nord de la France ou d'Alsace », raconte-t-elle, en soulignant la richesse de cet échange.

D'atelier en atelier, les propositions ont fusé. Les plus jeunes ont transformé un vieux réfrigérateur en appartement pour « pingouins réfugiés de la banquise », avec salle de bains dans les compartiments de la porte et piscine dans le bac à légumes, tandis que d'autres enfants ont créé et emboîté des immeubles avant de les filmer pour réaliser une vidéo. Les adolescents se sont inspiré librement de la maison hantée du chanteur Bénabar, *Quatre murs et un toit*. Les adultes de l'atelier de sculpture ont raconté leur maison sans la montrer, s'attachant aux créations réelles ou fictives qui la peuplent. A l'atelier de peinture, on a apporté de chez soi des objets personnels et on les a peints. A l'atelier de gravure, on a imaginé une version en trois dimensions du domicile de ses rêves...

L'exposition donnait aussi à voir des photographies de demeures bien réelles : des maisons flottantes ou troglodytes, écroulées ou incendiées, de Garges ou d'ailleurs... Elle était accompagnée de panneaux réalisés par les professeurs de l'école permettant de découvrir quelques-unes des expressions de la maison dans l'histoire de l'art : la « femme-maison » dans les œuvres de Louise Bourgeois, les installations et les maisons conceptuelles de Tadashi Kawamata et de Mario Merz, ou encore les impressionnantes réalisations architecturales de Friedensreich Hundertwasser et de Frank Lloyd Wright...

Sophie Jobez

Et coulent les eaux...

La Mission Mémoires et Identités en Val de France a fait le grand plongeon pour étudier et raconter l'histoire de l'eau dans nos communes aux XIX^e et XX^e siècles. Recherches historiques, atelier pédagogique, expositions, publication, cette action en plusieurs volets a été riche en découvertes sur l'eau d'hier et de demain.

« L'histoire de l'eau sur notre territoire nous a paru un sujet intéressant du point de vue de l'intercommunalité », explique Maurice Bonnard, vice-président à la Culture de la communauté d'agglomération Val de France et co-auteur du livre *Histoire d'eaux en Val de France*, paru en décembre 2010. « En premier lieu, en raison du Crout et du Petit Rosne, ces deux rivières qui scellent notre destin commun. Ensuite, pour mieux comprendre l'importance de l'eau à l'heure où cette ressource est devenue un enjeu crucial de développement durable, et prolonger cette réflexion historique et environnementale par des actions pédagogiques ».

Le chantier de recherches a été conséquent : études de nombreux documents conservés aux archives départementales et communales des villes de l'agglomération, ainsi qu'au Syndicat Intercommunal (SIAH) du Crout et du Petit Rosne, collecte de témoignages des membres du Conseil des sages de Villiers-le-Bel et du Conseil des retraités citoyens de Sarcelles... Il s'agissait de s'intéresser à l'alimentation en eau, avant et après la mise en place des réseaux de distribution, mais aussi à l'hygiène, à l'assainissement, aux activités économiques au bord des rivières, à la création des piscines et des plans d'eau, à la montée des préoccupations écologiques...

Pour associer des élèves à cette étude, Catherine Roth, responsable de la Mission Mémoires et Identités en Val de France, a animé un atelier à l'école Paul Langevin 2 de Villiers-le-Bel. Avec l'historienne et l'instituteur, une classe

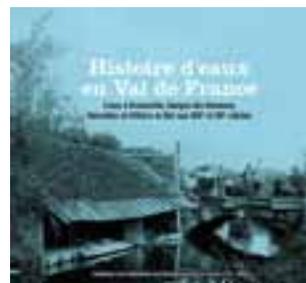
de CM1-CM2 a réalisé une exposition, présentée dans les bibliothèques Aimé Césaire et Jean Jaurès de Villiers-le-Bel, en décembre et mai derniers. « Nous avons mis les enfants en position d'apprentis historiens. Ils ont conduit des interviews, consulté des documents d'archives et se sont rendu sur les lieux, avant de travailler avec l'illustratrice qui a réalisé les panneaux de l'exposition et mis en valeur les fruits de leur travail », explique leur enseignant, Jean-Michel Muretti. L'exposition a été visitée par près de quinze classes. Elle a aussi intéressé l'association La Case, qui va utiliser ce nouvel outil pour les actions pédagogiques qu'elle mène dans le cadre des classes d'eau.

La publication *Histoire d'eaux*, illustrée par Cécile Petitet et riche de nombreuses photographies, a déjà trouvé ses lecteurs, parmi lesquels les participants de la marche du Petit Rosne organisée par l'ASSARS, pour lesquels a été organisée une distribution d'ouvrages. On ne manque pas d'être étonné en y découvrant l'utilisation parcimonieuse de l'eau au XIX^e siècle (un litre par jour et par personne et deux bains par vie !), la crainte des eaux stagnantes par peur des miasmes, le rejet des eaux usées à même les rues et la rareté des salles de bains jusqu'au milieu du XX^e siècle, la pollution industrielle dès la fin du XIX^e siècle...

Raconter l'eau en Val de France, c'est aussi évoquer les piscines, nées avec les grands ensembles dans les années 1960. Celle de Sarcelles, avec le premier bassin olympique du Val d'Oise, vient de bénéficier d'une importante rénovation. Alors en pleine immersion, la Mission Mémoires et Identités a consacré à l'histoire de cet équipement une exposition présentée en janvier à la piscine et en juin à la bibliothèque Anna Langfus de Sarcelles.

Sophie Jobez

Ouvrage gratuit, disponible sur simple demande. info@agglo-valdefrance.fr ou 01 34 04 20 32



Présentation de l'exposition par les élèves.



Moulin d'Arnouville, 1900.



L'hygiène pendant la guerre 1914-18.



Piscine de Sarcelles, 1975.

En bref

Fin de chantier

L'église Saint-Didier, implantée au XIII^e siècle et remaniée à la période de la Renaissance, constitue le fleuron du patrimoine de Villiers-le-Bel. Elle a bénéficié d'importants travaux de restauration depuis 2005, grâce aux financements de la Ville, du Conseil Général et de l'Etat. Ce fut d'abord la reconstruction du clocher qui menaçait de s'effondrer, nécessitant l'utilisation de techniques spectaculaires. Une remise à neuf de l'intérieur a suivi : restauration des sols, dégagement des décors peints, réhabilitation des vitraux, etc. Le chantier a pu s'achever à la fin de l'année 2010, redonnant à tous la possibilité de découvrir ou redécouvrir cette église classée Monument Historique, comme le sont aussi son orgue, son retable et deux de ses statues.

Rallye des jardins

Sous l'égide du Comité Environnement de Villiers-le-Bel, les jardins familiaux ont ouvert leurs portes pour la Semaine du Développement Durable et ont invité le public à participer à une animation originale. Des élèves des écoles Jean Macé et Ferdinand Buisson ont préparé un rallye, avec la complicité de l'association en charge des jardins, du Conseil des Sages, de la Case, une association très active dans l'éducation à l'environnement, et de la bibliothèque



Jean Jaurès. Les visiteurs ont pu tester leurs connaissances vertes tout en parcourant ces jardins méconnus. Rendez-vous en avril 2012, pour un nouveau rallye dans les jardins familiaux de Villiers-le-Bel.

L'Afrique dans l'histoire

En 2008, l'Education Nationale a conforté la place des enseignements sur l'Afrique au programme des classes de 5^{ème}. Le collectif Fusion a voulu accompagner cette démarche de savoir, considérant que c'est le meilleur moyen de lutter contre les préjugés racistes hérités du XIX^e siècle, qui encombrant les représentations de l'Afrique d'aujourd'hui. L'association organise pour des collégiens, notamment ceux du collège Jean Lurçat de Sarcelles, des visites de musées parisiens, tels que le musée Dapper et le musée du Quai Branly, dans le cadre de l'Ecole ouverte. Une exposition mettant en perspective arts africains et européens accompagne cette action.

Le piano retrouvé

Dans un hangar du château d'Arnouville dormait un piano ayant appartenu à Gabriel Fauré. Le célèbre compositeur était un membre bienfaiteur de l'Association des Blessés Nerveux de la Guerre, qui transforma le château en centre de rééducation en 1921. Il fit don de ce piano qui, aujourd'hui, fait l'objet d'un projet de restauration. La Ville, le conservatoire, l'Institut thérapeutique et pédagogique et le Festival international d'Auvers-sur-Oise ont créé une association, Du Piano Retrouvé Aux Musicales d'Arnouville, et lancé une souscription. En mai dernier, un concert à l'église Saint-Denys a permis de collecter les premiers fonds. Autour de la restauration du



piano, l'association voudrait créer un événement musical dans l'est du Val d'Oise.

Voyage musical

Depuis 2004, le conservatoire d'Arnouville organise pour les Journées du Patrimoine un concert de musique classique à l'église Saint-Denys, apprécié par les amoureux de musique comme par les amateurs de patrimoine. Cette année, il invite le Trio Scherzo, un ensemble qui se produit en France un peu partout depuis 1997 et qui est composé d'Aquilès Tapia, à la guitare, Sylvie Gohin et Vincent Gohin, à la flûte. Au programme, un grand voyage musical, de Bach à Debussy, en passant par Haendel, Bizet et Mozart. Concert le 18 septembre à 17h. Entrée libre.

Château en musique

L'association Arnouville et Son Passé célèbre chaque année les Journées du Patrimoine au château. Cette fois, ce sera en musique. L'ensemble de clarinettes Piou Mosso, dirigé par Denis Watel, s'y produira avec un programme musical entièrement dédié à l'histoire du château. Le lendemain, ce seront le mobilier et les objets d'art du XVIII^e siècle qui seront à l'honneur, avec une conférence de

Vincent Pruchnicki, spécialiste en arts décoratifs. Seront aussi présentées les dernières acquisitions, cartes postales et documents qui enrichissent les collections de cette association qui œuvre pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine arnouillois.

Concert 17 septembre à 14h30 et 16h

Conférence 18 septembre à 15h
Entrée libre

<http://arnouvilleetsonpasse.fr>

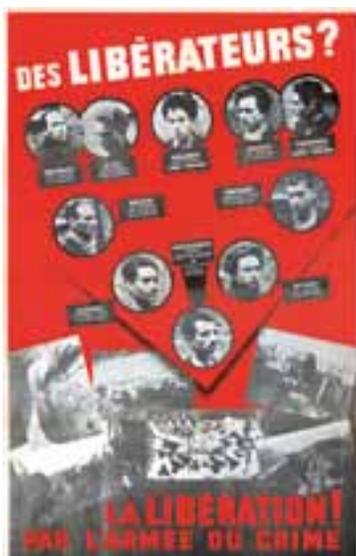
Histoires de migrants

Collecter la mémoire de ceux qui ont fait de Sarcelles une ville multiculturelle et la partager avec les plus jeunes, tel était l'objectif d'un des volets des *Mémoires croisées* initiées par le service Intergénération de la Ville de Sarcelles. Mis en œuvre par Frédéric Praud, ce projet avait mobilisé le Conseil des retraités citoyens, les maisons de quartier, les associations, etc. Pour rendre hommage aux témoins et transmettre ces récits de vie, ces histoires de migrants viennent d'être éditées en deux volumes sous le titre *Sarcelles, cinq continents pour une ville*. Elles racontent des parcours riches d'espoirs, d'embûches, de rencontres... Un outil pédagogique, avec lequel travaillent déjà des établissements scolaires, tout autant qu'une leçon d'humanité pour tous.

A lire notamment dans les bibliothèques de Val de France
<http://bibliotheques.agglo-valdefrance.fr>

Arméniens dans la Résistance

Les Arméniens furent nombreux à venir s'installer à Arnouville et à Sarcelles, après le génocide. L'un d'entre eux était Missak Manouchian, militant communiste engagé dans la Résistance. Il fit partie des FTP-MOI, les Francs Tireurs et Partisans-Main d'Œuvre Immigrée, et fut fusillé avec son groupe en 1944. Une exposition présentée à Sarcelles en avril



dernier a permis d'en apprendre plus sur la vie de ce résistant. Conçue par le musée Jean Moulin de Paris, elle a été accompagnée de la projection du film de Robert Guédiguian, *L'armée du crime*, qui retrace le parcours du groupe de résistants arméniens menés par Manouchian. Une initiative de la Ville de Sarcelles, avec le soutien de nombreux partenaires, parmi lesquels l'Association des Arméniens de Sarcelles.

Mondes d'apparts

Ce projet artistique piloté par l'association Double Face avait transformé un bâtiment des Doucettes voué à la démolition en un musée éphémère. Au travers de peintures, sculptures, photographies, poèmes, installations sonores et visuelles... étaient restitués la mémoire et l'âme de ce quartier gargeois en rénovation. Un ouvrage vient d'être édité afin de conserver une trace de cette expérience atypique et la faire connaître au plus grand nombre. Parcours guidé du bâtiment, images des



pièces exposées, explications des artistes, regards des visiteurs, la publication fait le tour de ce musée pas comme les autres. Ouvrage gratuit, dans la limite des stocks disponibles.
mondapparts@free.fr

Mémoire associative

Il y a cinquante ans naissait à Garges l'Association Animation Dame Blanche, créée par des habitants désireux d'animer leur quartier encore en chantier. Ces « pionniers » du grand ensemble avaient les pieds dans la boue mais multiplièrent les activités : judo, théâtre, photo-cinéma, échecs, bricolage, chorale... Pour fêter ce cinquantième, l'association a réalisé un travail de mémoire et rassemblé des témoignages et documents d'archives en une publication. Elle a entrepris cette action pour apporter un témoignage sur l'engagement bénévole qui a nourri son histoire. A l'occasion de la sortie ce livre, elle organise une présentation de ses activités d'aujourd'hui et un moment de convivialité, le 19 novembre 2011.
www.aadb95140.com

Ecrire la ville

Les bibliothèques intercommunales de Val de France ont invité trois écrivains à animer des ateliers d'écriture sur le thème de la ville au printemps dernier. A Sarcelles, sous la houlette d'Hervé Le Tellier, les participants ont imaginé des haïku restituant la poésie des déchets urbains, canettes écrasées, bijoux perdus, etc. Francis Mizio a profité du prétexte de la ville pour initier à l'art de rédiger une nouvelle à Garges, tandis qu'à Arnouville, Kaoutar Harchi a voulu transmettre sa passion pour la ville et l'écriture. Pour clore ces expériences, une conférence-débat avec Jean-Pierre Charbonneau et Erwan Ruty, modérée par Kaoutar Harchi, a permis d'échanger sur les mutations urbaines.

L'invité : Et voilà le travail !



Les ateliers de maintenance de la RATP.



Visite de la ligne 5 du métro.



La visite des grandes entreprises liées à l'aéronautique rencontre un grand succès.



Créé en 1973, le site PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois est une unité terminale dédiée à l'assemblage des modèles.



Visite de chantier de prolongation de la ligne 12 de la RATP.

C'est un programme de visites insolites de sites industriels, d'ateliers, d'entreprises, de laboratoires, et de coulisses en tout genre, initié par le comité départemental du tourisme (CDT) de Seine-Saint-Denis et destiné au grand public. Il valorise le savoir-faire et la culture de tout un territoire. Rencontre avec Luc Fauchois, son chef de projet.

Patrimoine en Val-de-France : quel est le concept de *Et voilà le travail !* et comment est-il né ?

Luc Fauchois : en 1998, lors de la création du CDT, nous avons voulu valoriser notre département à partir de sa réalité et de ses atouts. Or c'est son histoire industrielle qui l'a façonné et bâti sa diversité culturelle et sa richesse. L'objectif de *Et voilà le travail !* est de faire découvrir toutes ces usines au public en mettant en perspective les innovations avec le patrimoine industriel et la mémoire ouvrière. Et au-delà des usines, tous les sites où se développent des savoir-faire. Nous sommes allés voir les entreprises, une à une, pour les convaincre de l'intérêt de ce projet, à la fois pour le public, leurs clients, leurs employés et leur territoire.

PVDF : comment se déroulent ces visites et quel est leur public ?

L.F. : aujourd'hui, nous organisons 500 visites par an, avec une centaine d'entreprises dans tous les secteurs d'activité. En dix ans, nous avons franchi les portes de 250 entreprises. Notre principe de base est simple : instaurer un échange entre le visiteur et la personne qui travaille et explique son métier. Les particuliers s'inscrivent directement sur notre site Internet et c'est toujours un salarié de l'entreprise qui leur sert de guide. Les entreprises définissent leurs conditions (durée, fréquence, nombre de visiteurs, âge minimum). Le prix lui est fixe : 5 euros. 30% des visiteurs viennent de Seine-Saint-Denis, 30% de Paris, 30% des autres départements et 10% du reste de l'Île-de-France et de l'étranger.

Ils appartiennent à toutes les catégories socio professionnelles.

PVDF : comment expliquez-vous le succès rencontré par ces visites ?

L.F. : par le décloisonnement des disciplines. Nous croisons technique et histoire, économie et art... Par exemple, la visite des scènes nationales* de notre département débute par les coulisses et avec leurs techniciens en fin d'après-midi, puis les gens dînent au théâtre, assistent à la représentation et rencontrent les comédiens et le metteur en scène après le spectacle. Par la création de passerelles également. En partenariat avec le Centre National des Arts et Métiers, nous avons initié des parcours scientifiques montrant l'évolution des techniques en lien avec plusieurs sites industriels. Enfin, cette valorisation s'applique à toujours montrer les choses de l'intérieur. Avec la RATP, nous faisons découvrir les ateliers de maintenance, le fonctionnement d'une ligne de métro et la logistique complexe des lignes de bus. De quoi peut-être instaurer une autre relation entre les usagers et les salariés de la régie...

PVDF : quels sont les dernières évolutions de *Et voilà le travail !* ?

L.F. : Nous sommes amenés à sortir du territoire de la Seine-Saint-Denis ; en matière de tourisme, les frontières administratives ont peu de sens. C'est ainsi que nous faisons visiter des entreprises à Paris. Nous développons des partenariats avec des institutions culturelles comme Paris-Bibliothèque ou la Réunion des Musées Nationaux à l'occasion d'expositions, pour valoriser des savoir-faire du territoire et faire visiter des entreprises en lien avec les thèmes traités.

(propos recueillis par Sophie Jobez)

*La Commune à Aubervilliers, le théâtre Gérard Philipe à Saint-Denis, le Nouveau théâtre de Montreuil et la MC93 de Bobigny

www.tourisme93.com

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

Revue Patrimoine en Val de France

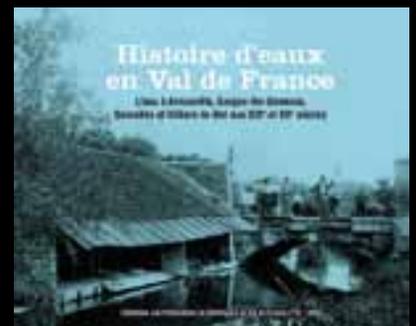
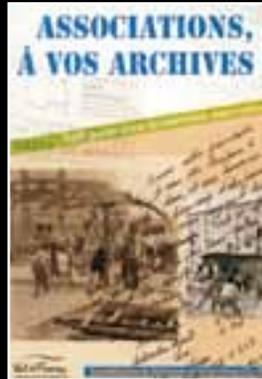
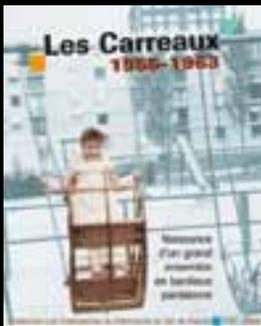


La revue *Patrimoine en Val de France* est diffusée gratuitement, comme tous les ouvrages de la collection «Publication du patrimoine en Val de France», dans la limite des stocks disponibles. Les publications sont à demander à la Communauté d'agglomération Val de France (service Culture et Sports), par courrier (Communauté d'agglomération, 1, Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel), par mail (info@agglo-valdefrance.fr) ou par téléphone (01 34 04 20 32).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

ÉPUISÉ

Collection « Les publications du Patrimoine en Val de France »



Sur Internet



Guide des sources pour l'étude des grands ensembles. Garges-les-Gonesses, Sarcelles et Villiers-le-Bel, 1950-1980.



Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes de Val de France.



Catalogue de ressources documentaires sur le Grand Ensemble de Sarcelles 1954-1976.



Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France.